

# LE DEVOIR

Vol. LXXXVII - No 205

MONTREAL, LE MARDI 3 SEPTEMBRE 1996

88c + TPS + TVQ / Toronto 15

PERSPECTIVES

## Le réveil du lion

Collés à la peau de l'histoire de l'Amérique latine, les mouvements de guérilla ont, pour la plupart, fini par disparaître avec l'arrivée en force de la démocratie au sud du Rio grande, dans les années quatre-vingt. Il y a cependant quelques irréductibles comme le Sentier lumineux qui fait à nouveau parler de lui au Pérou.

**L**e lion dort toujours avec ses dents, dit un proverbe bantou. Peut-être mais depuis qu'il a été capturé, en septembre 1992, et placé dans une cage, Abimaël Guzman les a toutes perdues. Lui qui se proclamait la «quatrième épée du marxisme»; lui, le modeste professeur de l'Université d'Ayacucho devenu le grand chef de Sendero Luminoso qui pendant plus de dix ans terrorisa les Péruviens, est désormais l'«agneau» d'Alberto Kenyo Fujimori — «le petit Chinois» devenu président en 1990.

Arrêtées également, sa compagne Elena Iparaguire et Margie Clavo Peralta (atteinte d'un cancer), principales têtes pensantes du mouvement maoïste qui est — en forçant un peu la comparaison — en Amérique latine ce que furent les Khmers rouges au Cambodge. Régulièrement, à chaque fois que les Senderistes armés de machettes, de flèches, de sagaies, de couteaux, de pierres ou plus «simplement» d'armes automatiques, assaillent des Indiens de l'Amazonie péruvienne, font sauter des voitures piégées à Lima ou des pylônes électriques au plus profond des Andes, les Péruviens s'interrogent.

Le Sentier lumineux s'est-il vraiment éteint malgré la capture ou la reddition, ces dernières années, de 6000 de ses membres? Guzman — alias «président Gonzalo» — avait pourtant juré être devenu un chaud partisan de la paix civile. L'est-il vraiment devenu ou tire-t-il encore les ficelles de l'organisation qu'il a mise sur pied le 14 mai 1980? Rares sont les jours où son ancienne équipe ne frappe pas quelque part. Que se passe-t-il donc?

Contrairement à bon nombre de pays latino-américains, l'extrême gauche terroriste n'est pas morte au Pérou. Décapité il y a quatre ans, le Sentier lumineux s'est aussitôt scindé en deux pour devenir une hydre commandée par Oscar Ramirez Durand, dit Feliciano.

Ce dernier, contrairement à Guzman, ne croit pas au «capitalisme populaire» de Fujimori pour résoudre les problèmes sociaux-économiques péruviens. Pour s'en sortir, ce pays doit devenir marxiste — à la sauce piquante Mao. Rien de moins, croit le «camarade» Durand. Dirigé dès sa fondation par des étudiants bien

implantés dans le milieu indien quechua, le Sentier lumineux est toujours un pôle d'attraction pour les jeunes chômeurs, les intellectuels sous-employés et les paysans. De sa base sudiste du Puno — département adossé à la Bolivie — les Senderistes se sont longtemps battus, disent-ils, pour les Indiens. Pour qu'ils n'ajoutent plus leur misère à celle des milliers d'autres entassés dans les bidonvilles de Lima. Pour qu'ils ne travaillent plus dans les plantations de coca (le Pérou est le plus grand fournisseur de cette plante avec 60 % de la production mondiale). Pour qu'ils n'aillent plus défricher les terres amazoniennes pour des forestiers sans scrupules.

Leur projet d'ethno-développement trempé dans l'acide marxiste a fini par déplaire aux principaux intéressés. Ils furent alors tirés à vue comme des lapins. Les massacres d'Indiens par les guérilleros du Sentier ne se comptent plus. Pris en état entre les forces gouvernementales et les rebelles, ils figurent en bonne place parmi les 28 000 Péruviens assassinés ces seize dernières années.

Selon le sociologue Enrique Bernales, la moyenne quotidienne des morts par violence politique sous le régime d'Alberto Fujimori est de 7,3, contre 5,3 quand Alan García était au pouvoir et 4,4 lorsque le gouvernement était dirigé par Fernando Belaunde.

Le premier président d'origine japonaise de l'histoire du Pérou veut en finir une fois pour toute avec les rebelles. La scission qu'il suit pas à pas au sein du Sentier lumineux le conforte: elle est en train de se transformer en un conflit sanglant entre les partisans de la paix et ceux qui entendent poursuivre la lutte armée «jusqu'à la victoire finale».

Un document publié en décembre dernier et attribué à Abimaël Guzman ordonne à ses militants de «combattre et démolir» le bloc sécessionniste de «caudillos, de carriéristes et d'anarchistes», conduit par Durand-Feliciano — condition indispensable pour sauvegarder ce qui reste du mouvement.

Cette «guerre de clans» relance à Lima le débat sur le bilan de la pacification entreprise par le président Alberto Fujimori. «Dans l'hypothèse où le Sentier lumineux finirait par s'emparer du pouvoir, déclarait il y a quelques années Bernard Aronson, secrétaire adjoint pour les affaires interaméricaines, il pourrait se produire au Pérou un des plus grands génocides du siècle.» Comme lorsque le Cambodge était sous l'emprise des Khmers rouges.

Ces craintes sont certes infondées mais le président Alberto Fujimori joue à fond la carte de l'insécurité, de la psychose terroriste engendrée par le mouvement subversif le plus impénétrable du continent, pour brigner un troisième mandat et le gagner.

INDEX	MÉTÉO
Agenda .....B7	Montréal Ensoleillé. Max: 28.
Avis publics .....B4	Québec Dégagement le matin. Ciel variable par la suite. Max: 26
Classées .....B4	Détails en B 4
Culture .....B8	
Économie .....B2	
Editorial .....A8	
Le monde .....A6	
Mots croisés .....B4	
Les sports .....B6	

L'ENTREVUE

Pierre Gravel:  
L'esthéticien de la tragédie

PAGE B 1



LES ACTUALITÉS

Pour prolonger d'une  
heure la journée scolaire

PAGE A 2



LE MONDE

Réponse américaine  
imminente en Irak

PAGE A 6

Sondage Le Devoir-Sondagem

## Une Charte renforcée, si nécessaire

### Les Québécois préfèrent pour l'instant le statu quo linguistique

PIERRE O'NEILL  
LE DEVOIR

**L**e débat linguistique a plongé les Québécois dans une profonde inquiétude mais ils conservent le contrôle de leurs émotions. En matière de langue d'affichage commercial, ils sont disposés à vivre avec le statu quo. Mais si la situation globale du français devait se détériorer, ils opteraient alors pour un renforcement des dispositions de la Charte de la langue française.

Les conclusions d'un sondage effectué pour *Le Devoir*, entre le 23 août et le 1<sup>er</sup> septembre, confirment la préférence de la population pour le maintien de la loi 86. En som-

me, 84,5 % des 1003 personnes interrogées par la firme Sondagem se sont déclarées «très favorables ou favorables» à ce que les commerces continuent d'afficher dans les deux langues, avec nette prédominance du français.

Dans la même logique, les hypothèses de durcissement ou d'assouplissement des politiques gouvernementales ne font pas consensus: l'affichage unilingue français, 60,5 %; l'affichage bilingue sans prédominance du français, 65 %; l'affichage bilingue avec prédominance de l'anglais, 10,5 %; l'affichage unilingue anglais, 2,9 %. L'option de l'affichage unilingue français recueille l'appui de 78,9 % des péquistes, une donnée instructive en regard du débat qui a cours au sein du parti.

Cette enquête d'opinion publique, dont la méthodologie paraît en page A 10, montre par ailleurs que la campagne menée par l'étoile montante de la communauté anglophone, Howard Galganov, a largement contribué à dramatiser la question linguistique. En fait, 75,7 % des Québécois disent avoir entendu parler qu'une coalition d'organismes anglophones a exigé, sous menace de boycottage, que les grandes chaînes de magasins affichent dorénavant dans les deux langues plutôt qu'en français seulement.

Le sociologue et vice-président de Sondagem, Jean Noiseux, voit en cela une performance d'autant plus re-

VOIR PAGE A 10: AFFICHAGE

## La fougue d'Édouard

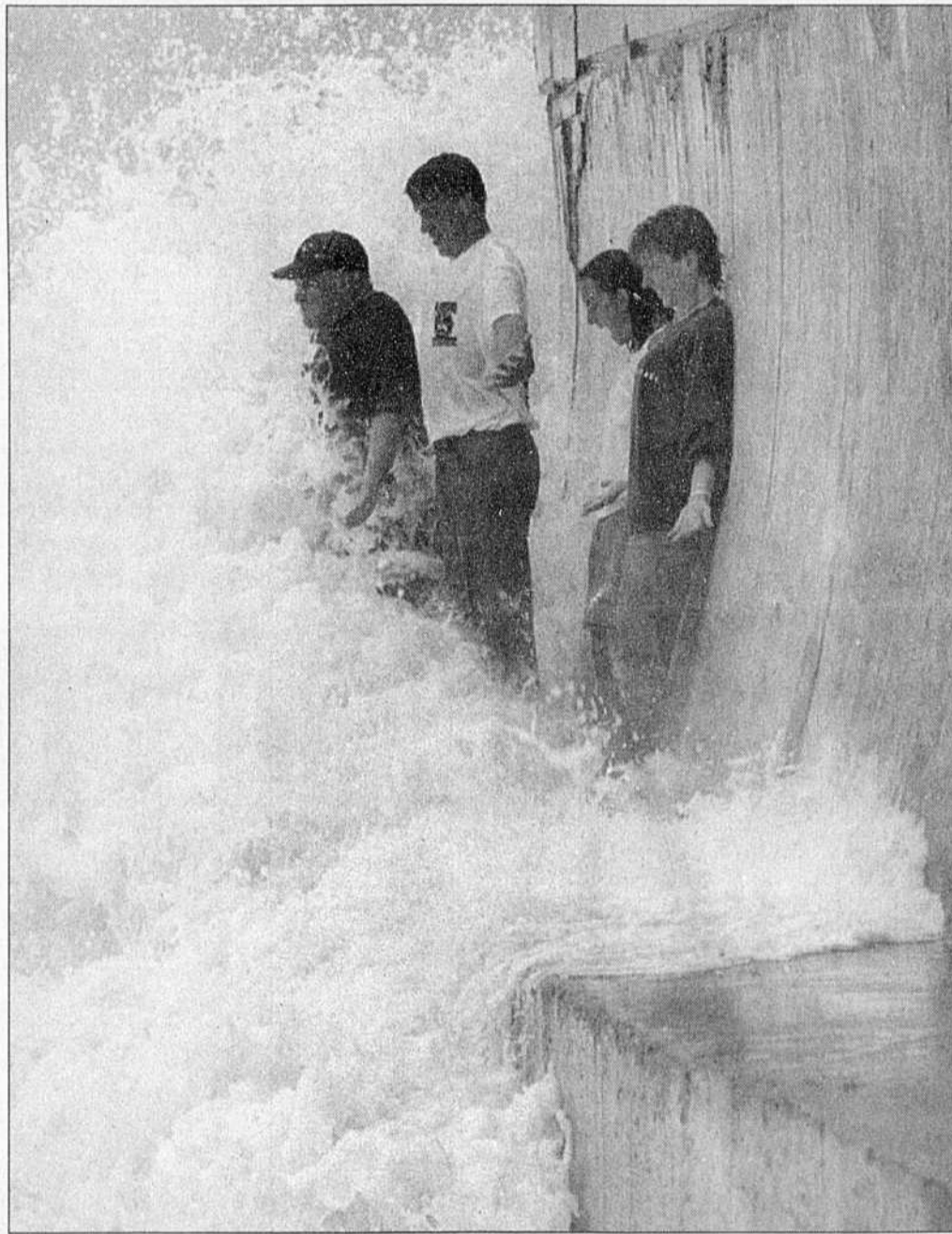


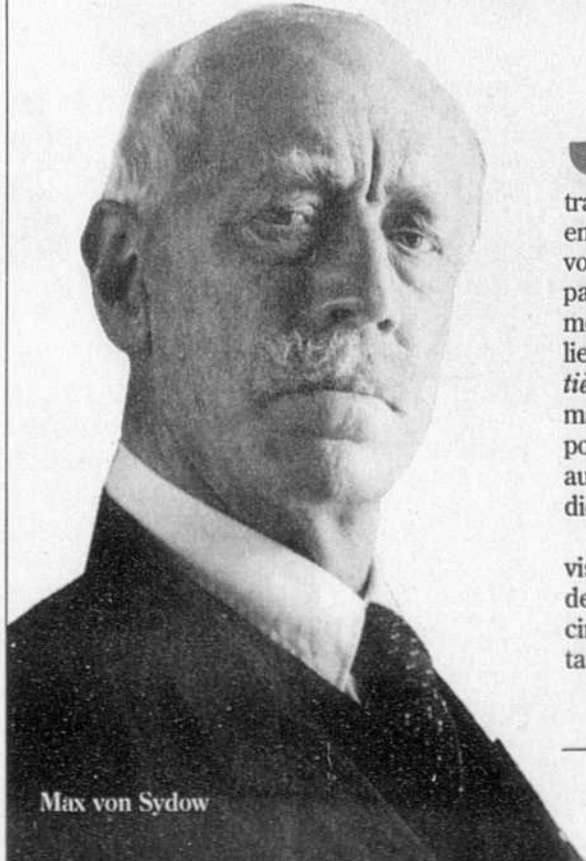
PHOTO AP

**CES AMATEURS** de sensations fortes auront vécu un long congé de la Fête du travail plutôt houleux alors que l'ouragan Édouard faisait toujours rage hier dans les États américains du Massachusetts et du Rhode Island. Rafales de vent et pluies diluviennes ont coûté la vie à deux personnes au large des côtes du New Jersey. La fougue d'Édouard traversera jusqu'au Canada où de fortes averses et de violentes bourrasques de vent sont attendues aujourd'hui et demain dans les provinces maritimes.

## Dans la peau d'un géant

### Max von Sydow éblouit dans le rôle de l'écrivain norvégien Knut Hamsun

ODILE TREMBLAY  
LE DEVOIR



Max von Sydow

**J**eudi dernier, les cinéphiles rencontraient un Max von Sydow au sommet de son art dans *Hamsun* de Jan Troël, film où il endossa les traits du grand écrivain norvégien Knut Hamsun qui crut en Hitler et paya pour ses erreurs. *Hamsun*, soutenu par von Sydow, a ébloui en compétition au FFM. L'acteur en parle comme un des grands rôles de sa vie, «le rôle» même, en oublie presque qu'il fut un inoubliable chevalier médiéval jouant aux échecs avec la mort dans *Le Septième Sceau* de Bergman, comme il a oublié ses performances dans *La Source*, dans *La Honte*. Il fut au cinéma porté, hissé par Bergman qui trouvait dans son physique austère, ses traits osseux, sa haute taille de géant nordique, une source inépuisable d'inspiration.

Max von Sydow. Le nom de l'acteur suédois au visage austère et torturé restera à jamais accolé à celui de Bergman. Formé au théâtre, il a pourtant débuté au cinéma sans lui dans *Rien qu'une mère* de Sjöberg. Plus tard, s'il joua pour Tavernier (*La Mort en direct*) pour

VOIR PAGE A 10: FFM

LIRE AUSSI EN PAGE A 10  
■ *Different for Girls* remporte le Grand Prix des Amériques

## Pour l'inhumation de la «police de la langue»

La CSN demande à Québec de surseoir au projet de loi 40

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
LE DEVOIR

**D**ans un mémoire déposé aujourd'hui en Commission parlementaire sur la langue, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) demande au gouvernement québécois de ne pas exhumer la Commission de protection de la langue française. En une quinzaine de pages, la centrale syndicale recommande également le retrait de la loi sur l'affichage en plus d'un remaniement complet de la Charte de la langue française.

Invitée à se prononcer en commission parlementaire sur la Proposition de politique linguistique et sur le projet de loi 40 lancés en juin dernier par Louise Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications, la CSN, qui a toujours pris position en faveur de l'importance de la langue française au Québec, insiste aussi sur la nécessité de tenir au cours de la prochaine année une Commission nationale de la langue chargée de «mener un débat en profondeur sur la reconstitution d'un nouveau pacte linguistique au Québec».

Au cœur des préoccupations de la CSN trônent la question de l'affichage ainsi que la renaissance éventuelle de la Commission de protection de la langue. La centrale syndicale «réclame l'abrogation de la loi 86 — sur



VOIR PAGE A 10: CSN

## Bourque concocte un «plan lumière»

Le maire veut illuminer une centaine d'édifices et de monuments montréalais

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

**P**ierre Bourque veut faire sortir de l'ombre le Vieux-Montréal. Le maire concocte actuellement un «plan lumière» qui permettrait d'illuminer plus d'une centaine d'édifices et de monuments propres à «dessiner la silhouette nocturne» de la métropole.

Le maire Bourque veut créer une ambiance unique dans le Vieux-Montréal en éclairant notamment le Palais de justice, la Basilique Notre-Dame, le Château Ramezay, la colonnade Nelson, les banques Royale, d'Épargne et Canadienne de commerces, le musée Pointe-à-Callière, la tour du 500, place D'armes et l'ensemble de la rue Saint-Paul. Il projette même à long terme le débordement du Vieux-Montréal, soit l'illumination entre autres du pont Jacques-Cartier, le fort et le phare de l'île Sainte-Hélène, les complexes Desjardins et Guy-Favreau, le

VOIR PAGE A 10: BOURQUE

LES ACTUALITÉS

## Des miracles de verre

Si Montréal est la ville aux cent clochers, le Québec est la terre aux mille vitraux

PAGE A 2



Lieux de mémoire

## ACTUALITÉS

Bijouterie  
**GAMBARD**Vente et service technique  
630-A, rue Cathcart, Montréal, centre-ville  
866-3876  
BIJOUTIER AUTORISÉ ROLEX

Recommandations à la Commission des états généraux

## Prolonger la journée scolaire d'une heure

CAROLINE MONTPETIT  
LE DEVOIR

Les deux associations de commissions scolaires du Québec, accompagnées de la Fédération des comités de parents, souhaitent une prolongation de la journée scolaire, et un meilleur accès à la formation professionnelle à partir du secondaire.

Telles sont les principales recommandations de l'Association des commissions scolaires, la Fédération des commissions scolaires du Québec et la Fédération des comités de parents à la Commission des états généraux qui doit reprendre la dernière phase de ses travaux cette semaine.

Au sujet de la prolongation de la journée scolaire, la présidente de la Fédération des commissions scolaires, Diane Drouin précise que cette heure ou cette demi-heure supplémentaire pourrait servir à accomplir certains activités parascolaires, dont l'aide aux devoirs et aux leçons, de façon à consacrer entièrement l'horaire traditionnel des classes à l'enseignement. A titre d'exemple, elle mentionne qu'on pourrait garder pour la période supplémentaire l'apprentissage du broissage de dents, ou les exercices d'incendie.

Prenant la parole en conférence de presse hier, les représentants des trois organismes ont aussi défendu la création de commissions scolaires linguistiques en ajoutant qu'on doit respecter le choix des parents quant à la confessionnalité de l'école. Le groupe cite à ce sujet un sondage mené au printemps dernier par la firme Léger et Léger qui soutenait que 67 % de la population québécoise estime très ou assez important qu'une école puisse se donner un statut particulier, soit catholique, soit protestant ou soit non re-

ligieux, si la majorité des parents en décident ainsi. On rappelle que dans le même sondage, seulement 20 % des répondants souhaitaient que l'école ne donne plus d'enseignement moral ou religieux.

Les trois intervenants ont évidemment défendu le maintien des commissions scolaires «sur l'ensemble du territoire avec une implication accrue des parents dans les prises de décision entourant leurs enfants à l'école et la reconnaissance de leur apport au sein de l'équipe école».

## Services aux enfants

En matière de services, les trois associations souhaitent que le gouvernement du Québec mette en place des services aux enfants de 3 à 5 ans en ciblant particulièrement les enfants provenant des milieux socio-économiquement faibles ou présentant des difficultés d'apprentissage en bas âge.

Enfin, la présidente de l'Association des commissions scolaires, Elizabeth Annesley, a maintenu que, même dans un contexte de compressions budgétaires, la gratuité scolaire devrait demeurer la règle, et garantir l'accès à l'école primaire et secondaire pour tous.

Les trois associations souhaitent enfin qu'à la suite des Etats généraux, au cours des prochaines semaines, la ministre de l'éducation, Pauline Marois, adopte un calendrier d'implantation des réformes et des ressources à y consentir.

De la même façon, dans le cadre d'une initiative parallèle, les syndicats de la Confédération des syndicats nationaux impliqués en éducation ont indiqué souhaiter que, les travaux de la Commission des états généraux sur l'éducation permettent, entre autres, de déboucher sur l'élaboration d'une politique nationale en la matière.

L'église de Saint-Mathieu, sur la Rive-Sud, est un véritable petit musée du vitrail qui rappelle que si Montréal est la ville aux cent clochers, le Québec est la terre aux mille vitraux.

STÉPHANE  
BAILLARGEON  
LE DEVOIR

Elle ne paye pas de mine cette petite église échouée sur la Rive-Sud, à une vingtaine de kilomètres de Montréal, à Saint-Mathieu, dans un décors de banlieue qui, franchement, n'arrange rien. La briquette d'origine est maintenant recouverte d'un crépi grisâtre qui jure avec le joli petit presbytère attenant. Trois ou quatre arbres quelconques ne cachent pas la vue des maisons environnantes, sans couleurs ni saveur, elles-mêmes passées à l'aluminium, quand ce ne sont pas carrément des baraques ou des garages brinquebalants. Le dieu de l'urbanisme a déserté ce plat pays.

Mais il ne faut jamais juger un livre à sa couverture. A preuve: ce modeste temple abrite en fait le seul ensemble de vitraux classé historique du Québec. Ils sont douze, comme les apôtres. Ils sont aussi de dimensions différentes et chacun a donc été adapté au fenestration au moyen de grisaille.

## Un musée de l'art sacré

L'ensemble constitue un groupe hétéroclite sur le plan de l'iconographie, de la composition et de la peinture du verre. Un article de la revue *Continuité* paru il y a quelques années a décrit ce trésor comme «un survol de l'art du vitrail tel que pratiqué au Québec». D'autres ont parlé de l'église Saint-Mathieu comme d'un musée de l'art sacré du verre de l'ancienne *Priest Ridden Province*.

Les plus vieux et les plus beaux datent d'au moins 200 ans. Il s'agit en fait d'un ensemble de trois personnages représentant les saints

## Des miracles de verre

Le Québec est la terre aux mille vitraux

de mémoire. Mais l'idée était alors de protéger ce qui rappelle que la métropole a connu un véritable «vitraumane» au siècle dernier. Mark Twain, qui avait alors visité Montréal, disait bien qu'on ne pouvait pas y lancer un caillou sans y casser un vitrail.

La vague du verre a été portée par la mode des *revivals* qui avait remis au goût du jour l'art gothique, dont l'église Notre-Dame, est une des plus belles réussites. On y voit notamment une des plus grandes et des plus magnifiques verrières du Québec, qui ne fait pas moins de dix mètres de hauteur et vingt de largeur.

Ce mur de verre a été mis en place par le premier verrier québécois, John C. Spence, qui a ouvert son atelier au milieu des années 1850. Par contre, souvent, surtout à ses débuts, la compagnie de Spence se contentait d'installer des ouvrages importés, en y ajoutant quelquefois une bordure pour les adapter aux fenêtres. C'est le cas des plus anciens vitraux de la cathédrale anglicane et de l'église St. Matthew, à Québec.

Mais à la longue, maître Spence a développé sa propre expertise artisanale et il a finalement beaucoup travaillé pour les églises, les édifices publics et même les bateaux à vapeur, jusqu'à pouvoir concurrencer féroce les manufacturiers anglais, américains et français et les autres compagnies locales (Castle, Beaulac, Léonard...).

Le Québec a connu un nouvel engouement pour le verre au tournant du siècle. Les anglophones étaient alors particulièrement sensibles aux *Memorial Windows*, dont on peut voir de magnifiques exemples dans les institutions universitaires, par exemple à la chapelle de l'université de Lennoxville, dont les vitraux ont été réalisés entre 1895 et 1900, par la J.C. Spence & Son.

Le verre coloré s'introduit aussi alors dans les résidences plus ou moins cossues des bourgeois, sous l'influence du mouvement *Arts and Crafts* — on en retrouve rarement dans les demeures antérieures à 1880 ou postérieures à la Deuxième Guerre mondiale. On peut encore en voir de riches témoignages dans les quartiers développés à cette époque, comme Rosemont, Outremont et Westmount, ou aux abords du carré Saint-Louis, notamment rue Laval, où l'on croise encore aujourd'hui des bijoux soigneusement préservés, représentant des motifs héraldiques ou une grande diversité d'espèces florales.

Au XX<sup>e</sup> siècle, il faut surtout retenir la production des artistes indépendants, dont celle de Guido Nincheri, qui a obtenu une centaine de contrats de décoration d'églises du Québec et de la Nouvelle-Angleterre, entre 1915 et 1973. Au total, il aurait réalisé plus de 3000 vitraux.

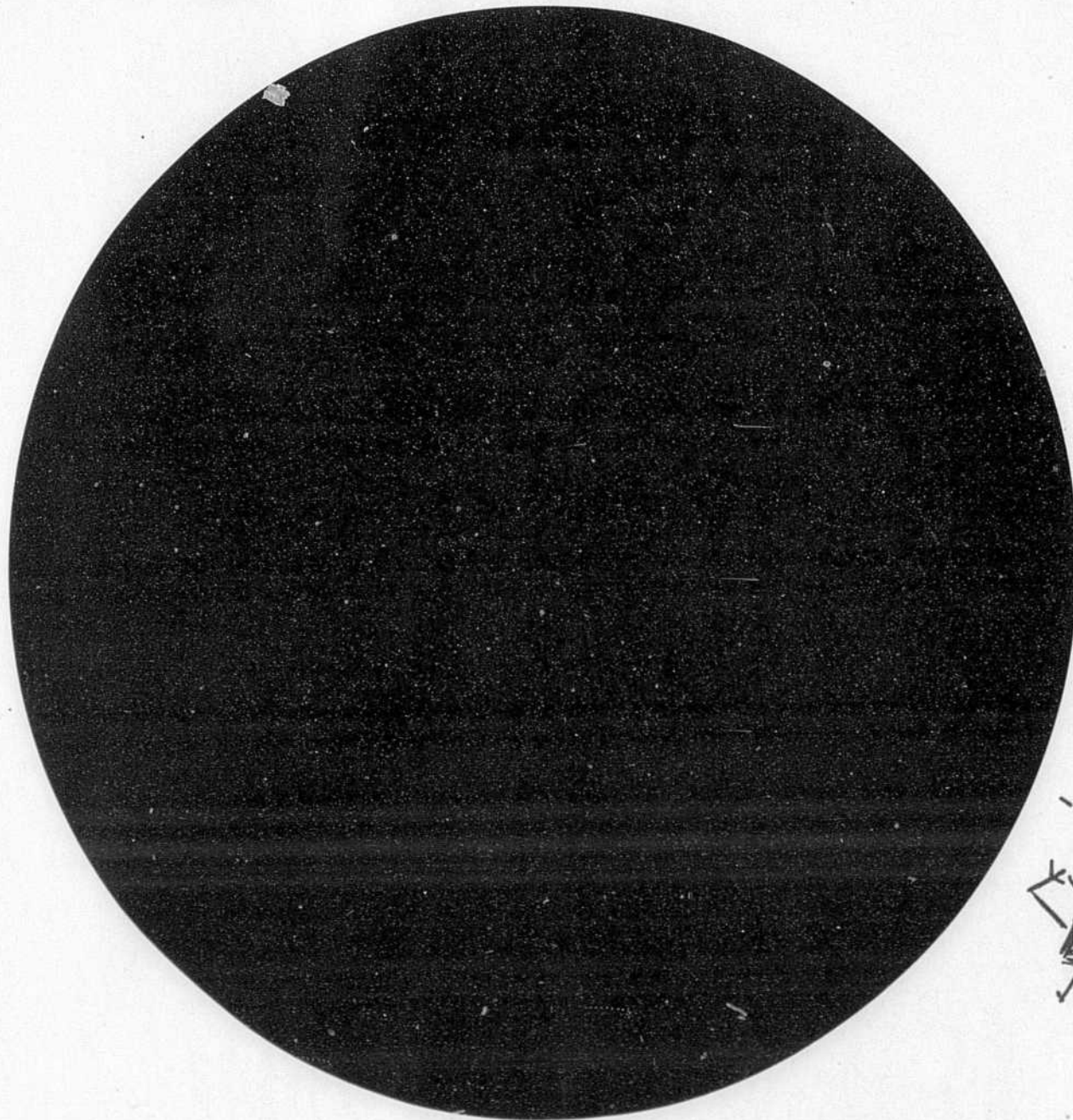
Deux productions de ce lot immense du maître d'origine vénitien ne sont particulièrement admirables, celles de l'église Saint-Léon de Westmount et surtout de la cathédrale de Trois-Rivières, son chef-d'œuvre, qu'il a mis 25 ans à produire. Certaines des 125 verrières de cet ouvrage monumental atteignent plus de sept mètres de hauteur.

Nincheri a créé là de véritables tableaux de verre originaux, en laissant donc les adaptations de tableaux popularisées autrefois. Sa technique était proche de celle de la Renaissance italienne: il demeurait près de son modèle et visait la perfection dans la représentation anatomique et le choix des couleurs. Il a également innové en créant des verrières translucides et non transparentes, pour obtenir une diffusion plus uniforme de la lumière éclairant les fresques qu'il peignait aussi au plafond. Certains ont surnommé Guido Nincheri le Michel-Ange du verre. Comme dirait l'autre, on se referait catholique juste pour lui...



Lieux de mémoire

## SuperPoints



LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

EN BREF

## PREMIER TEST POUR MÉNARD

(PC) — Serge Ménard passera cette semaine son premier véritable test depuis qu'il a été nommé ministre d'État à la Métropole. C'est demain qu'il dévoilera son plan de relance de Montréal devant plusieurs centaines d'élus et de représentants socio-économiques. Le ministre doit notamment annoncer la création de la commission de développement métropolitain. Serge Ménard aura fort à faire pour répondre aux nombreuses attentes des maires qui réclament des mesures concrètes pour donner un nouveau souffle à l'économie de la région métropolitaine. La Ville de Montréal presse entre autres le gouvernement de lui octroyer de nouveaux outils fiscaux pour assumer son rôle de ville-centre.

## CASINO À KAHNAWAKE

(PC) — Un casino a ouvert ses portes ce week-end sur la réserve de Kahnawake. Selon le *Journal de Montréal*, l'établissement est illégal, puisqu'il n'a obtenu aucun permis de la Régie des alcools, des courses et des loteries du Québec. Le casino est constitué de dizaines de machines à sous et d'une douzaine de tables de jeu. Il n'est toutefois pas clandestin, puisqu'il opère au vu et au su des forces policières locales, affichant une large bannière en bordure de la route 138, près de Châteauguay.

## ENQUÊTE SUR L'INCENDIE

(PC) — Les enquêteurs tentent toujours de déterminer la cause de l'incendie qui a fait sept morts samedi à la Villa Sainte-Geneviève, une résidence pour personnes âgées de l'ouest de Montréal. Cependant, on connaît maintenant l'identité des victimes. Il s'agit de Thomas Cox, 76 ans, Marcel Cardinal, 74 ans, Juliette Beaulieu-Saulnier, 79 ans, Lynije Goun, 85 ans, Helen Hogue, 90 ans, Lyse Longpré, 82 ans, et Kathleen Whyte, 83 ans. La rumeur veut qu'une pensionnaire de l'établissement soit à l'origine de la tragédie, après avoir manipulé des allumettes, mais l'enquête ne peut confirmer l'information. Les policiers ont rencontré hier des témoins, des membres du personnel et des personnes âgées qui étaient à l'intérieur ou à proximité de l'édifice lorsque les flammes se sont déclarées.

## SPRINT FINAL À HYDRO-QUÉBEC

(PC) — Hydro-Québec et les syndicats qui représentent 17 000 de ses employés ont entrepris hier le sprint final dans leurs négociations. En principe, les parties doivent conclure un accord au plus tard aujourd'hui, date à laquelle le médiateur doit remettre son rapport au ministre des Ressources naturelles, Guy Chevrette. Les syndicats de la Société d'État tentent de renouveler leur convention collective échue depuis le 31 décembre 95. Hydro-Québec a récemment annoncé le licenciement de plusieurs centaines d'employés temporaires.

## Coups de soleil et limonade

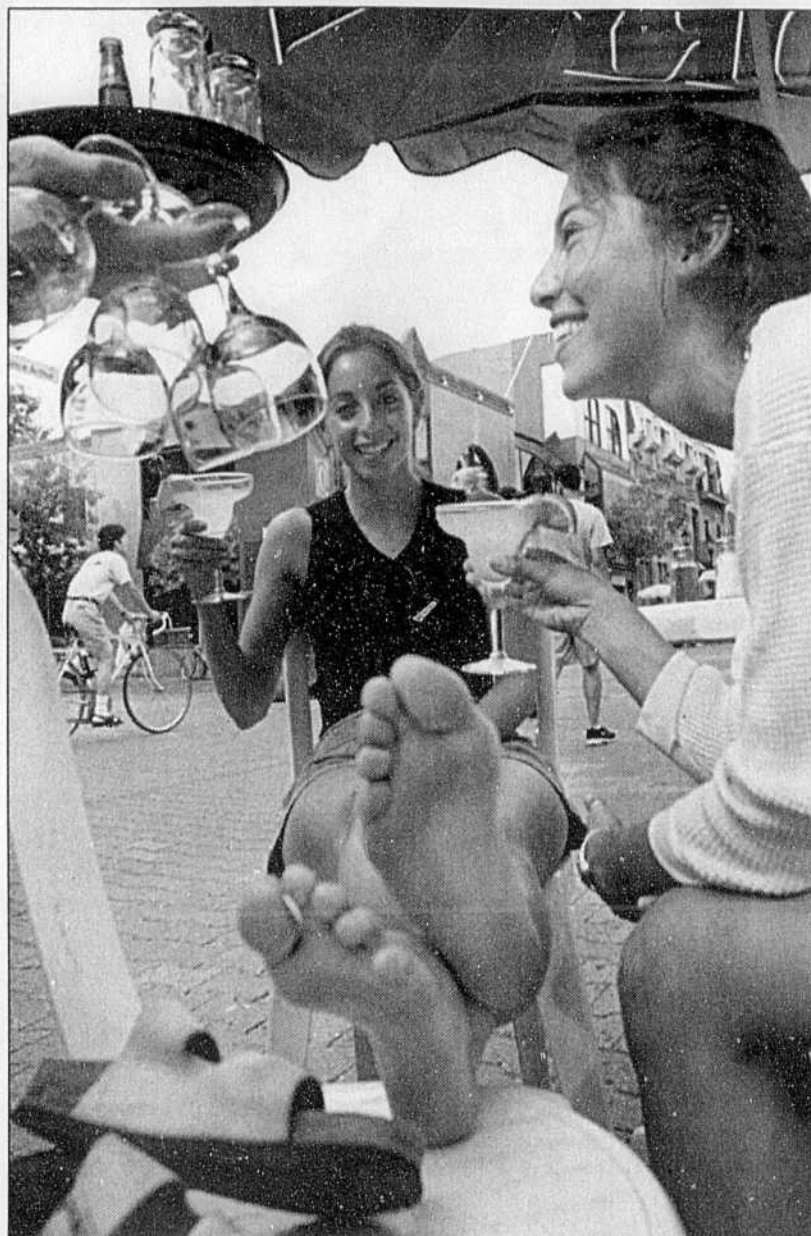


PHOTO CHRISTIAN GUAY

**ALORS** que pour certains la Fête du travail était l'occasion hier de se la couler douce dans une rue Prince-Arthur toute ensoleillée, pour d'autres c'était hélas l'heure de besogner sous une chaleur écrasante et de se plier aux moindres souhaits des vacanciers. Souliers en moins, verre à la main, Amy Krochick et Jackie Hochman n'ont pas trouvé meilleur moyen de terminer ce long week-end ponctué de coups de soleil et de limonade bien glacée que d'aller passer sur une terrasse. Avant de retourner chauffer les bancs d'école, un ultime répit estival au su et au vu de ces pauvres garçons qui allaient et venaient pour abreuver les gosiers assoiffés. Il n'y a pas de justice!

## Scandale du sang contaminé

## Deux familles affrontent la Croix-Rouge

«L'issue de ce procès est cruciale»

Toronto (PC) — Les familles de Ronald Osborne et Alma Walker, tous deux décédés du sida, affrontent aujourd'hui la Croix-Rouge devant un tribunal canadien.

«L'issue de ce procès est cruciale pour ceux qui réclament davantage de dédommagement et d'autres qui se demandent où est la justice», soutient Durhane Wong-Rieger, la présidente de la Société canadienne de l'hémophilie.

Il s'agit de la deuxième cause relative au scandale du sang contaminé des années 1980 dont a été saisie une cour ontarienne. Mais c'est la première fois que les avocats se présentent devant le juge armés de tous les renseignements recueillis durant une enquête fédérale sur le scandale.

Le juge Horace Krever tente actuellement de découvrir la raison pour laquelle des milliers de Canadiens ont été infectés des virus du sida et de l'hépatite C durant les années 1980 après avoir reçu du sang contaminé. Son enquête exhaustive tire à sa fin, les audiences devant reprendre le mois prochain.

Ce qu'il faut remarquer d'après moi... c'est qu'il s'agit de la première cause dans laquelle on pourra faire usage de toute l'information dont nous disposons grâce à l'enquête Krever, a déclaré

l'avocat Ken Arenson, qui a aussi représenté les plaignants dans la cause précédente. M<sup>rs</sup> Arenson et les avocats David Harvey et Doug Elliott, qui ont représenté les groupes de défense des victimes durant l'enquête Krever, ont été engagés par les familles de M. Osborne et de Mme Walker. M<sup>re</sup> Arenson a précisé que la poursuite allégué qu'il y a eu négligence de la part de la Société canadienne de la Croix-Rouge parce que cette dernière n'a pas fait subir un test de dépistage du sida à deux homosexuels infectés par le VIH lors que ceux-ci sont venus donner du sang en 1983 et 1984.

Elle allégué aussi que la Croix-Rouge n'a pas prévenu les médecins du «risque réel» de propagation du virus du sida par le biais du sang durant les années 1980. La Croix-Rouge a refusé de commenter la poursuite dont elle fait l'objet. La plupart des Canadiens qui ont contracté le virus du sida à la suite de transfusions sanguines au cours des années 1980 ont accepté les indemnités offertes par les gouvernements provincial et fédéral.

Les familles Osborne et Walker font partie d'un petit groupe de celles qui ont choisi d'intenter des poursuites.

## Pensions alimentaires en hausse

Québec (PC) — À compter du 1<sup>er</sup> mai 1997, un modèle de fixation de pensions alimentaires entrera en vigueur au Québec. Ce modèle devrait permettre de hausser en moyenne de 1200 \$ par année le montant net des pensions alimentaires par rapport aux montants actuellement versés.

«Ce sera un gain important pour de nombreux enfants du Québec», a déclaré la semaine dernière la ministre de la Famille, Louise Harel, devant la commission parlementaire qui étudie ce nouveau modèle de fixation des pensions alimentaires.

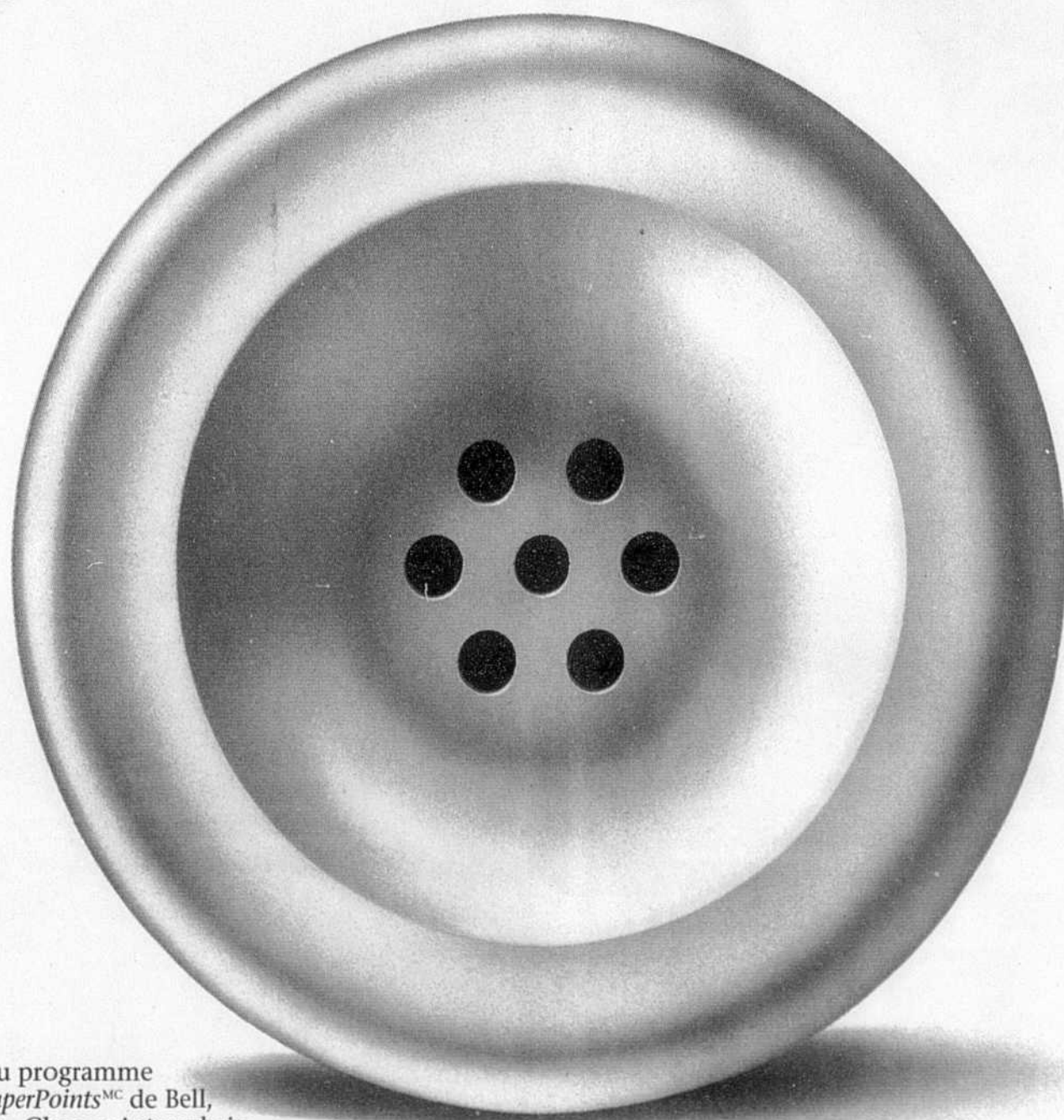
Le modèle servira de base aux juges qui auront à fixer les pensions alimentaires versées

pour les enfants lors d'un divorce. Le gouvernement a décidé d'agir dans ce dossier en constatant «la discrétion très large» laissée aux juges de la Chambre de la famille actuellement.

Cette discrétion fait en sorte que des montants inadéquats sont fixés, soit parce que les besoins des enfants ne sont pas comblés, soit parce qu'on ne tient pas assez compte de la capacité de payer des parents.

Voici quelques exemples concrets des montants fixés par le projet de modèle. Les exemples tiennent pour acquis que les enfants sont confiés la majeure partie du temps à un des deux conjoints à la suite du divorce.

## Super longtemps

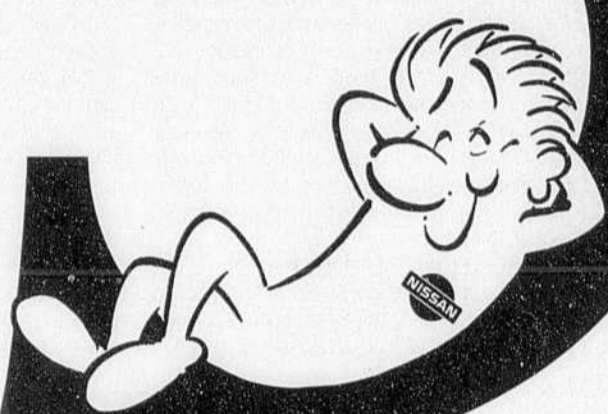


Avec le nouveau programme de reconnaissance SuperPoints<sup>SM</sup> de Bell, vous en aurez long à dire. Chaque interurbain vous permet d'accumuler des points que vous pouvez ensuite convertir, entre autres, en minutes d'interurbain gratuites. Voilà une super idée pour les clients de l'interurbain Bell qui en veulent encore plus. Pour connaître les autres options et vous abonner gratuitement, appelez-nous.

1 800 463-7131



# 3,8%



Taux de financement exceptionnel à 3,8%  
sur tous les modèles Sentra et Altima 1996



Sentra XE 1996



Altima GXE 1996

Votre <sup>très</sup> sympathique  
concessionnaire **NISSAN**

Les gens avisés lisent les petits caractères et bouclent leur ceinture de sécurité. \*Offre valable pour un temps et sur une quantité limitée. Financement de 3,8% sur 48 mois disponible auprès de Nissan Canada Finance Inc. sous réserve d'approbation du crédit. Exemple : 10 000 \$ à 3,8% d'intérêt annuel équivaut à 224,90 \$ par mois sur 48 mois. Coût total de l'emprunt : 795,20 \$ pour un total de 10 795,20 \$. Un acompte peut être exigé. Financement à 5,8% sur 60 mois disponible pour l'Altima et la Sentra 1996. Possibilité d'un taux à 4,8% pour la location d'une Altima 1996 XE ou GXE. Voyez votre concessionnaire Nissan pour tous les détails.

## • LES ACTUALITÉS •

LANGUE

## Une rentrée de quoi?

Le linguiste Pierre Beaudry et son épouse sont décédés dans la nuit de vendredi à samedi, à Montréal. M. Beaudry, chroniqueur au *Devoir* est mort des suites de complications cardiaques. Il avait 79 ans. Quant à sa conjointe, Gabrielle Lacroix, elle s'est éteinte lorsqu'elle a appris le décès de son mari. Pierre Beaudry a participé à de nombreuses émissions à la radio et à la télévision, dans les années 60 et 70. Voici sa dernière chronique.

PIERRE BEAUDRY

On s'est à peu près débarrassé, au Québec, de l'expression *retour à l'école*, calquée sur l'anglais. J'ai bien dit à peu près, car il en est resté une bonne part. On affiche plutôt *rentrée scolaire*, qui n'est guère mieux, si bonne qu'en soit l'intention. Et voici pourquoi.

Langue de précision, le français vise toujours à dire la vérité. C'est pourquoi il réserve l'adjectif scolaire à ce qui a trait à l'école, à l'enseignement qu'on y reçoit et aux élèves qui la fréquentent. De sorte que lorsqu'on parle de la rentrée scolaire on parle de la rentrée des écoliers mais non de celle des collégiens ou des étudiants. Pour parler de la rentrée de tous les gens qui reçoivent de l'enseignement dans les écoles, les collèges et les universités, qui sont tous des «schools» en anglais, on doit en français parler de la *rentrée des classes*.

Par ailleurs, on entend souvent, et on lit même dans nos journaux, le verbe «endosser» utilisé dans les sens du verbe anglais «to endorse». C'est faux. On ne peut pas *endosser* un candidat, une opinion. On doit *appuyer* l'un et être *d'accord* avec l'autre. «Endosser» signifie «se mettre sur le dos», (on endosse son manteau), accepter la responsabilité d'un fait ou mettre sa signature sur un effet de commerce. Quant au mot «endos», il ne signifie pas le verso d'un document, mais la mention qu'on met au dos d'un effet de commerce, un chèque, par exemple, pour ordonner son versement à une banque ou à un tiers.

La chronique «Religions» ne sera plus publiée dans *Le Devoir*. Voici donc la dernière, qui doit bien être la centième, d'une série amorcée il y a un peu plus de deux ans et demi. Mais je ne finirai pas en beauté. Parce que le baromètre éthique est au diabolique fixe depuis quelques temps à l'échelle planétaire. La semaine passée, la première grande conférence internationale contre l'exploitation sexuelle des enfants, réunie à Stockholm, a rappelé au monde que ce fléau d'entre les fléaux fait plus de deux millions de victimes dans le monde. Les 1200 délégués de 126 pays et 50 organismes ont multiplié les révélations scandaleuses sur ce que le premier ministre suédois Goeran Persson a décrit, mardi, dans sa conférence d'ouverture, comme le «plus sauvage et plus odieux des crimes».

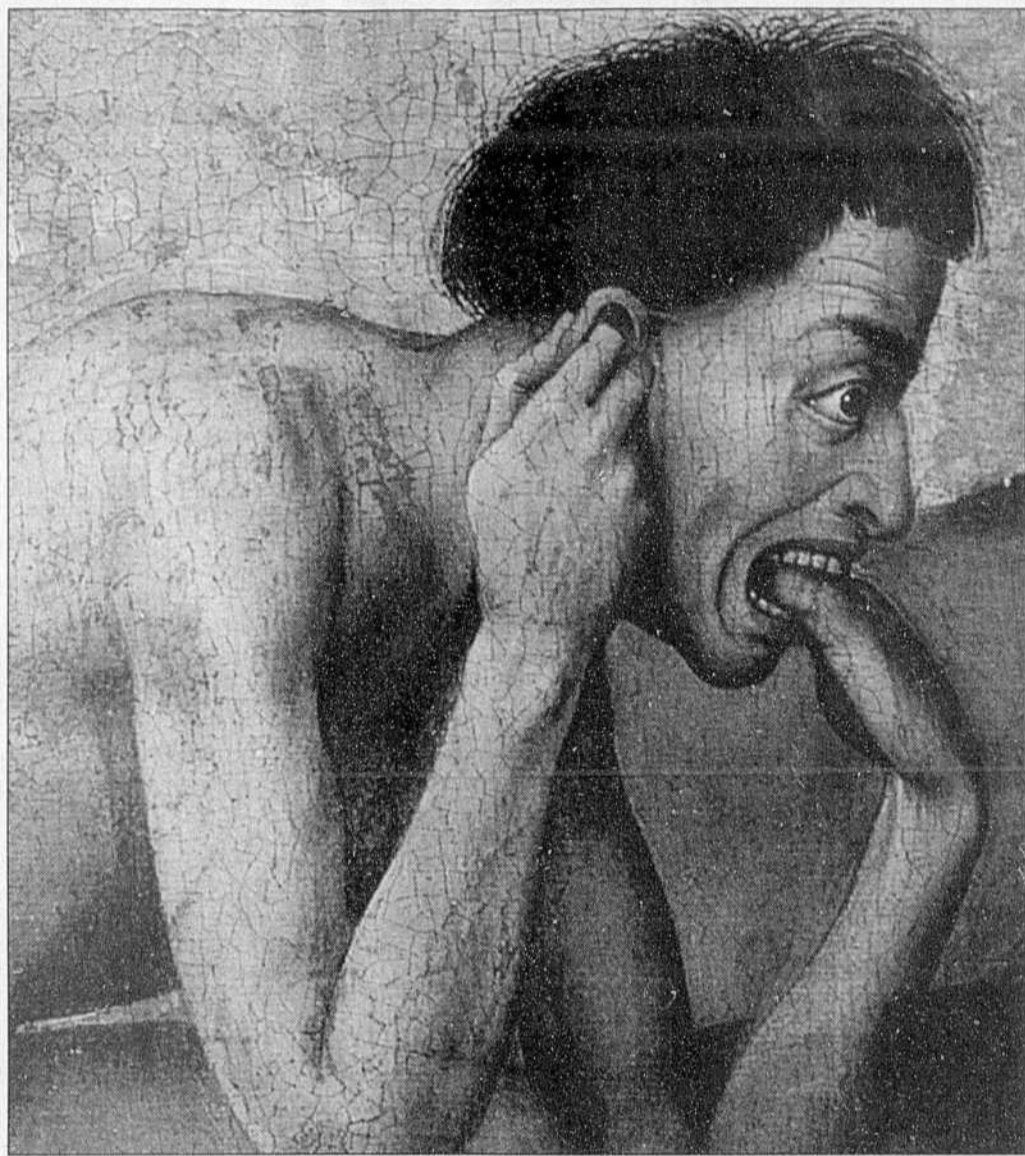


Stéphane Baillargeon

Le voile de la honte a également été levé en Belgique avec la mise au jour d'un réseau de pédophiles qui a kidnappé et utilisé plusieurs enfants comme esclaves sexuels. D'eux d'entre elles, âgées de huit ans, ont même été enfermées dans une sorte d'oubliette où elles sont mortes de faim, dans des conditions auxquelles personne ne peut penser sans éprouver une peine illimitée et un infini dégoût. L'homme est une bête immonde pour l'homme.

Plusieurs commentateurs n'ont d'ailleurs pas hésité à évoquer le diable lui-même pour tenter de comprendre ce qui ne peut l'être. Georges Suffera a publié ceci dans *Le Figaro*: «Le diable. Pourquoi hésiter à le nommer? Parce qu'il faut être attardé pour croire encore à cette silhouette disparue? [...] Quelqu'un rôde sur cet univers. Le XX<sup>e</sup> siècle a été pour lui une période exceptionnellement favorable. L'esprit du mal s'en prend maintenant aux enfants. L'esprit du mal, c'est le diable. On ferait mieux de le prendre à nouveau au sérieux.»

Pierre Foglia, de *La Presse*, a commenté (de façon critique) ce texte, d'ailleurs publié dans son journal, le 24 août dernier. Richard Martineau, dans *Voir* de cette semaine, en rappelle plusieurs autres de la même



POLYPTYQUE DU JUGEMENT DERNIER (DÉTAIL), ROGER VAN DER WEYDEN

trempé et y va lui aussi d'un long commentaire sur le sujet.

Voilà encore le signe de l'immense vide de sens que laisse cette condition inhumaine. Le recours au diable témoigne du désarroi de tous ceux qui se penchent sur ces drames d'une absolue noirceur pour tenter d'y jeter une parcelle de lumière. Foglia et Suffera l'ont bien souligné: l'hypothèse du

Malin vaut bien des explications de psys, de criminologues et d'autres intervenants sociaux. Elle en vaut bien d'autres des technologies de l'esprit et elle permet au moins de redonner son vieux nom à une trop vieille réalité.

Et puis, comme le disait Heinrich von Kleist dans *La Cruche cassée*, si le Dieu des chrétiens ne s'est incarné qu'une seule fois

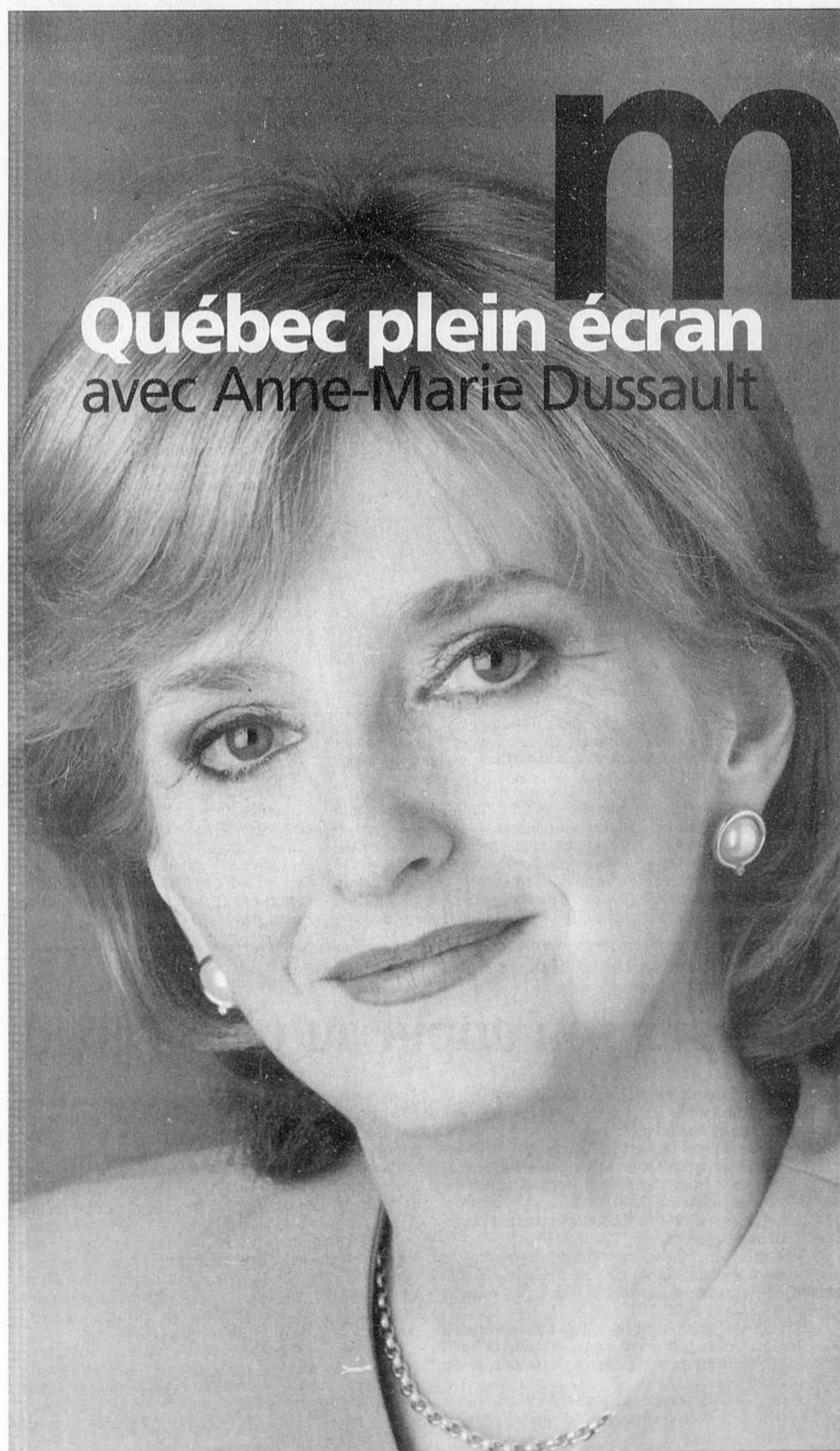
dans l'histoire, le Malin, lui, a pris une infinité de formes depuis la nuit des temps, «aux dépens de la honte des hommes». Et ce qui était vrai au début du dernier siècle, s'est depuis affirmé avec une force totale et absolue, en notre siècle de guerre, de mort et de sang. Kleist remarquait aussi que bien peu d'athées ont pris la peine de nier l'existence du diable de façon probante, alors qu'ils s'évertuaient à entretenir des querelles dignes des docteurs de la foi pour prouver par ailleurs l'inexistence de Dieu.

Cela admis, il est tout de même étrange de voir que dans notre monde sécularisé et pour ainsi dire postchrétien, le diable puisse encore offrir une bouée dans le naufrage des explications. Comment se fait-il qu'il retrouve ainsi un certain crédit?

En fait il ne s'agit pas vraiment du diable de nos ancêtres pour qui il représentait le «Grand Tentateur», la figure du péché, la somme des hostilités aux lois divines, celui qui court-circuite la relation entre Dieu et les hommes. Parce qu'il faut un Dieu pour qu'il y ait un diable.

Au contraire, le Malin que l'on nous sert maintenant n'entretient aucun commerce avec son double, infiniment bon, mais aussi infiniment impuissant, comme on le sait maintenant. Il semble plutôt assimilé à une sorte de force négative, une énergie en odeur nouvel-âgeuse qui fixe le mal sur un vague tiers menaçant. Ce diable-là est le fruit d'une pensée magique aux moyens dérisoires, encore une fois. Et croire en cette abstraite fatalité semble une piètre régression de la pensée, de la réflexion, voire de l'idée que l'on se fait, ou que l'on pourrait se faire de l'homme devant d'aussi piteux exemples. Il faut juger l'arbre à ses fruits.

Reste que ce recours témoigne d'une volonté de dire le mal, de délimiter ce qui est péché, surtout dans les cas d'excès de méchanceté pure, de perversité excédant ce que l'on craignait être le pire de la capacité humaine à faire le mal. Mais cela ne soulage pas devant la faute, inqualifiable, impardonnable, qui jette la honte et la nuit sur le monde. Kidnapper des enfants, les violer et les assassiner est le «plus sauvage et plus odieux des crimes», même en ces temps orphelins de Dieu qui se cherchent encore des excuses d'un autre âge pour être tels qu'ils sont...



Québec plein écran  
avec Anne-Marie Dussault

# mardi 19h

Régions éloignées! Mais éloignées de quoi? Partout où il y a de la vie, il y a de l'action. **Anne-Marie Dussault** nous projette toute l'actualité d'ici à Québec plein écran. Une grande première! Du lundi au vendredi.

**20h** **Cinéma Mon amie Max**  
Vous avez 15 ans et un bébé. Votre mère vous force à le faire adopter. Vous dérivez 25 ans à sa recherche. Devenu homme, votre bébé refuse de vous voir. Dur. C'est arrivé à mon amie Max (Geneviève Bujold).



**Christiane Charette en direct**  
Depuis toujours, vous aimez **Christiane Charette**, ses coups de cœur, son pétillant et sa curiosité. La voici à l'heure de la détente pour finir la soirée en beauté.



**22h30**



Télé-Québec  
VOYEZ LOIN

LE DEVOIR

## LE MONDE

ROGER ROY

Horloger bijoutier

935, La Gauchetière Ouest  
Montréal H3B 2M9  
Siège social du CN  
tél. : (514) 861-4489

PERSPECTIVES

## Revirements

Les Kurdes d'Irak ont toujours payé le prix de leurs alliances

AGENCE FRANCE-PRESSE

Dubaï — Les Kurdes d'Irak, dont une faction a sollicité l'intervention du président Saddam Hussein contre son rival allié à l'Iran, ont une longue histoire d'alliances régionales qui se sont toujours retournées contre eux.

L'entrée des troupes irakiennes samedi aux côtés des combattants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) à Erbil pour en déloger l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a sonné le glas de l'expérience d'auto-gouvernement dans le Kurdistan, qui s'était soulevé contre Bagdad en 1991.

Bagdad a affirmé être intervenu aux côtés du PDK de Massoud Barzani pour faire face à l'Iran, qu'il a accusé de soutenir sur le terrain l'UPK de Jalal Talabani. Celle-ci s'est résolument alliée à Téhéran depuis un an, alors que le PDK approchait discrètement le pouvoir central à Bagdad.

«La conséquence de ces alliances est toujours une catastrophe pour les Kurdes. Chaque fois, ils font de faux calculs et ce sont eux qui en payent le prix», constate Kamaran Karadaghi, un expert des questions kurdes.

Pour un responsable de l'opposition irakienne, Mohammed Abdel Jabbar, «il est fâcheux que les dirigeants kurdes aient toujours recourus à des alliances conjoncturelles qui nuisent à la question kurde à long terme».

Le PDK, qui contrôle la zone frontalière de la Turquie, entretenait depuis 1991 de bonnes relations avec Ankara, dont les troupes sont intervenues dans le nord de l'Irak à la poursuite des rebelles séparatistes kurdes turcs.

Mais depuis 1995, ces relations se sont quelque peu refroidies. «M. Barzani a commencé à se rapprocher de Bagdad et la conclusion de l'accord avec l'ONU sur la formule pétrole contre nourriture a été décisive», explique M. Karadaghi, un kurde irakien, à l'AFP.

Les régions contrôlées par M. Barzani, que traverse l'oléoduc irako-turc, devraient en effet profiter de la reprise des exportations irakiennes de pétrole et de la perspective d'un boom dans les échanges commerciaux irako-turcs.

Quant à M. Talabani, il s'est retrouvé après de premiers combats interkurdes de 1994 coincé dans une zone proche de l'Iran et n'avait plus d'accès à la frontière turque. «Isolé économiquement, il n'avait plus que le choix de se rapprocher de l'Iran», selon M. Karadaghi.

M. Talabani, qui, comme son rival, entretient de bonnes relations avec les États-Unis, a appelé depuis samedi Washington à intervenir, sans résultat.

«Les Kurdes vivent dans une zone isolée sans accès à la mer, entourée par l'Irak, la Turquie et l'Iran. C'est pourquoi ils ont toujours été un instrument de ces pays dans leurs conflits régionaux», explique l'expert en affaires kurdes.

«De plus, ils n'ont jamais eu d'État qui leur est propre et ont un très faible sens de l'État. Cela explique la facilité avec laquelle ils nouent et dénouent des alliances avec leurs voisins», souligne-t-il.

«Pour eux, Bagdad, Téhéran et Ankara sont tous des ennemis, et ils changent facilement d'allégeance, à chaque fois qu'ils ont l'impression qu'un de ces États leur apporte plus que les autres», selon lui.

Pendant la guerre Irak-Iran (1980-88), les Kurdes d'Irak étaient les alliés de Téhéran alors que leurs frères en Iran soutenaient Bagdad. Le régime de Saddam Hussein avait alors bombardé à l'arme chimique la ville kurde de Halabja, faisant près de 5000 victimes.

Les Kurdes sont en rébellion constante depuis le début des années soixante contre le pouvoir central de Bagdad, qui a de son côté exploité leurs rivalités. M. Talabani a été l'allié de Bagdad à la fin des années 60.

Un traité d'amitié et de coopération soviéto-irakien de 1972 a marqué la fin du soutien de l'URSS aux insurgés kurdes, puis en 1975, l'accord d'Alger signé par le Shah d'Iran avec Bagdad s'est traduit par l'arrêt de l'aide logistique de l'Iran et du soutien clandestin de la CIA américaine aux Kurdes irakiens.

Arafat-Nétanyahou

## Si on se voyait?

Gaza (AFP) — Un accord est intervenu hier soir entre des responsables israéliens et palestiniens sur une rencontre entre le premier ministre Benjamin Nétanyahou et le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, a indiqué un responsable officiel palestinien à l'AFP.

La date définitive de la rencontre n'a pas été encore fixée, a ajouté ce responsable, qui a requis l'anonymat. Selon lui, elle pourrait avoir lieu aujourd'hui en fin de matinée.

Les deux chaînes de télévision publique et privée israéliennes avaient également indiqué auparavant que MM. Nétanyahou et Arafat devraient se rencontrer aujourd'hui.

Depuis son élection le 29 mai, M. Nétanyahou a systématiquement boycotté M. Arafat affirmant qu'une rencontre n'aurait lieu que si elle «servait les intérêts et la sécurité d'Israël».

Depuis la mi-août, les contacts entre les deux parties se sont pourtant multipliés par l'intermédiaire notamment de MM. Dore Gold et Yitzhak Mikhlo, deux conseillers de M. Nétanyahou, ainsi que par le général de réserve Dan Shomron, chef des négociateurs israéliens dans le comité conjoint chargé de discuter de l'extension de l'autonomie palestinienne en Cisjordanie.

Du côté palestinien, le ministre des Collectivités locales Saeb Erakat, qui dirigera la délégation palestinienne au comité conjoint, ainsi que Mahmoud Abbas (Abou Mazen), le numéro deux de l'OLP, ont participé à ces négociations.

Le coordinateur des l'ONU dans les territoires palestiniens, Torje Larsen, a également joué un rôle déterminant dans ces contacts. Une partie des discussions se sont ainsi déroulées dans son appartement privé de Tel-Aviv.

Les divergences apparues durant les discrets contacts menés ces derniers jours se sont réduites ces dernières heures, ont ajouté les deux chaînes de télévision israéliennes.

La question du redéploiement de l'armée israélienne à Hébron, en Cisjordanie, restait notamment en suspens.

Offensive irakienne contre les Kurdes

## L'Irak se retire d'Erbil

Les forces américaines restent en état d'alerte

Le Conseil de sécurité s'apprête à renouveler aujourd'hui les sanctions internationales contre l'Irak mais les partenaires de Washington ne devraient pas approuver une action onusienne pour punir Bagdad de son offensive contre les Kurdes, ont indiqué hier des diplomates. La situation en Irak sera certainement discutée lors de la réunion aujourd'hui du Conseil destinée à l'examen, tous les deux mois, des sanctions internationales imposées à l'Irak après son invasion du Koweït en août 1990, ont ajouté ces diplomates. Ces mêmes diplomates ont estimé que les États-Unis pourraient obtenir un consensus sur une déclaration formelle protestant contre l'incursion irakienne mais qu'il était peu probable que Washington obtienne l'accord des quinze membres du Conseil pour une mesure punitive.

Erbil (AFP) — Bagdad a retiré hier ses troupes d'Erbil dans le nord de l'Irak, affirmant vouloir ainsi priver les États-Unis d'un prétexte pour l'attaquer, mais les troupes américaines dans la région demeuraient en état d'alerte maximale.

L'armée irakienne a totalement évacué la ville d'Erbil, «capitale» du Kurdistan d'Irak, en laissant le contrôle à ses nouveaux alliés kurdes du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani).

«Les troupes irakiennes ont quitté la ville dans la journée. Il ne reste plus que le PDK qui est chargé de la sécurité», a déclaré à l'AFP un responsable de l'ONU dans la ville.

«Tous les militaires et les armes lourdes ont quitté Erbil», a confirmé un responsable du Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Ce responsable qui a requis l'anonymat, arrivé de Bagdad dans la journée, a indiqué avoir compté 239 chars, blindés et voitures militaires qui se dirigeaient vers le sud.

«Je crois que c'est une bonne indication que la majorité des troupes ont quitté le nord de l'Irak», a-t-il dit, soulignant avoir aperçu certains des véhicules militaires au

sud des positions des forces irakiennes à la lisière du Kurdistan.

Les commerces dans la ville — quelque 700 000 habitants en temps ordinaire — avaient rouvert et les gens circulaient dans les rues librement, mais l'eau et l'électricité restaient coupées.

Le président Saddam Hussein avait ordonné dimanche à son armée de se replier vers ses positions d'avant l'offensive de samedi, qui constituait la première intervention de ses forces dans les zones kurdes protégées par l'aviation alliée depuis 1991.

Priver les États-Unis d'un prétexte

L'annonce du retrait est intervenue alors que la Maison-Blanche s'est engagée à «répondre» à l'offensive de Bagdad, en précisant que l'action des États-Unis aurait «des conséquences» pour le président irakien.

«Les Américains n'ont plus aucun prétexte pour attaquer ou entreprendre une action contre l'Irak, l'armée s'est retirée et aucune prétendue menace ne pèse plus sur la population kurde», a affirmé à l'AFP à Bagdad un respon-

## Des B-52 ont décollé de Guam

D'APRÈS AFP ET REUTERS

Des bombardiers B-52 américains armés de missiles de croisière ont décollé de l'île de Guam, mais on ignore s'ils se dirigent vers l'Irak, rapportait hier soir la chaîne de télévision CNN de source proche du Pentagone.

Les avions ont décollé depuis plusieurs heures, mais compte tenu de la durée du trajet vers le Golfe, leur départ a probablement eu lieu avant que Washington ait pris une décision définitive quant à une éventuelle action militaire en Irak, a déclaré un officier supérieur à Reuter.

La Maison-Blanche avait auparavant déclaré que l'armée irakienne poursuivait plus avant son incursion en territoire kurde et que le président Bill Clinton avait préparé un «programme d'action» en conséquence.

«Le président a adopté une ligne de conduite, comme vous le savez», a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, Michael McCurry, à Milwaukee (Wisconsin).

«Il a consulté et informé les autres gouvernements. Le président a élaboré sa réponse et en a discuté avec d'autres dirigeants ou en a tenu certains autres informés», a-t-il ajouté.

Le porte-parole a notamment indiqué que Bill Clinton avait téléphoné hier à son homologue français Jacques Chirac au sujet de la situation en Irak.

Dimanche, le président américain s'était entretenu avec le premier ministre britannique John Major, le président égyptien Hosni Moubarak ainsi qu'avec le roi Fahd d'Arabie saoudite. «Nous préférons toujours» avoir les alliés des États-Unis avec nous, a dit M. McCurry, qui n'a toutefois pas spécifié qu'il s'agissait là d'une condition préalable à une action militaire américaine.

Saddam Hussein «ne doit pas faire ce qu'il semble être en train de faire, c'est-à-dire des incursions plus poussées dans les territoires occupés par les Kurdes au nord de

sable irakien qui a requis l'anonymat.

De source officielle américaine dans le Golfe, on a indiqué hier que les forces américaines étaient maintenues en état d'alerte maximale, en dépit de l'annonce d'un retrait irakien d'Erbil.

«La situation n'a pas changé», a déclaré un responsable américain dans la région, sous couvert d'anonymat.

Le président américain Bill Clinton a ordonné samedi la mise en état d'alerte de ces troupes fortes de 23 000 hommes et l'envoi de renforts. Washington a précisé avoir renforcé les patrouilles dans le nord de l'Irak où les Alliés ont institué une zone d'exclusion aérienne pour protéger les Kurdes d'Irak.

Washington a annoncé qu'il «échangeait avec ses alliés des idées sur la nature des actions que le gouvernement américain peut entreprendre pour qu'il soit clair qu'il y a aura des conséquences sur l'attitude de Saddam Hussein».

C'est dans ce cadre que le chef d'état-major interarmes américain, le général John Shalikashvili, est arrivé hier après-midi au Caire pour une visite impromptue.

Le général Shalikashvili venait de Jordanie, où il a rencontré le roi Hussein. Le chef d'état-major interarmes a effectué dimanche des consultations à Ryad, principal allié des États-Unis dans la région, au sujet de l'intervention militaire irakienne.

Un responsable de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) a affirmé hier qu'il était toujours «dans l'attente d'une riposte des États-Unis contre le régime de Bagdad», ajoutant que «l'administration américaine nous a promis une action sérieuse contre le régime de Saddam Hussein». Le responsable n'a pas écarté l'éventualité «d'un recours à l'Iran, si les Américains ne tenaient pas leur promesse».

Accord de paix aux Philippines

## Entre l'espoir et la crainte

Le gouvernement et la guérilla mettent fin à 24 ans de guerre sécessionniste

Manille (AFP) — Le gouvernement philippin et le Front Moro de libération nationale (FMLN) ont signé hier à Manille un traité de paix destiné à mettre fin à 24 ans de guerre sécessionniste musulmane dans le sud de l'archipel, succédant autant d'espoirs que, de l'aveu des deux parties, de craintes de voir retomber l'île de Mindanao dans le désordre.

Le traité, signé en grande pompe au palais présidentiel de Malacanang devant 1500 personnes, est le résultat de trois années de négociations ardues doit mettre fin à une guerre séparatiste qui a fait quelque 120 000 morts.

«Nous disons déjà à nos frères et sœurs à Mindanao de ne pas espérer trop car nous ne sommes pas des magiciens [...] et la situation [dans le Sud] est encore assez instable», a déclaré peu après avoir signé le traité Nur Misuari, président du FMLN.

«Les racines de ce conflit qui dure depuis plusieurs décennies ne disparaîtront pas du simple fait que ce traité est signé. [...] La tâche la plus ardue et la plus complexe de la paix et du développement ne fait que commencer», a souligné pour sa part le président philippin Fidel Ramos, ancien adversaire sur le champ de bataille de Nur Misuari.

Les populations chrétiennes de deux grandes villes de Mindanao, la capitale Zamboanga et le centre industriel et portuaire d'Iligan, ont manifesté hier matin contre la conclusion de cet accord, estimant qu'il signifie «la mort de



Le président philippin Fidel Ramos (au centre) applaudit alors que Nur Misuari, président du Front Moro de libération nationale (à gauche) et l'ambassadeur Manuel Yan, négociateur pour le gouvernement, échangent une poignée de mains après la signature de l'accord de paix.

la démocratie».

De leur côté, le principal groupe musulman dissident du Sud, le Front Moro islamique de libération (FMIL), a rejeté l'accord de paix signé entre le gouvernement et le Front Moro de Libération Nationale et a annoncé qu'il continuerait sa lutte

pour l'accession à l'indépendance d'une région musulmane.

Un autre mouvement extrémiste dissident, le groupe Abu Sayyaf, qui avait été responsable l'an dernier du massacre de plus de 50 personnes dans le village chrétien de Ipil à Mindanao, refuse aussi de

s'associer au traité.

Un troisième groupement musulman dissident, le Conseil du Commandement Islamique, avait également refusé de s'associer aux négociations qui ont abouti au traité de paix.

Le traité de paix est centré sur la création d'un Conseil pour la Paix et le Développement du Sud des Philippines (CPD-SP) qui dirigera le FMLN et qui présidera pendant une période de trois ans à la reconstruction économique de cette région dévastée par la guerre et qui regroupait dix millions d'habitants à large majorité chrétienne.

Zamboanga, bastion de l'opposition chrétienne à l'accord de paix, un cortège de manifestants a parcouru les rues derrière deux cercueils symbolisant «le décès de la démocratie». A Iligan, un conseiller municipal, Lawrence Cruz, a déclaré devant 4000 manifestants que l'accord était annulé et que «pleurs et de chagrin», dénonçant les «opportunistes et les politiciens avides de pouvoir qui se sont fait acheter pour signer le traité».

A Iligan comme à Zamboanga, les drapeaux philippins ont été mis en berne en signe de protestation.

Faisant allusion dans une conférence de presse à l'existence dans le Sud de groupes musulmans dissidents qui se sont promis de poursuivre leur lutte, Nur Misuari a déclaré qu'il «essaierait d'aller vers eux pour les convaincre de nous rejoindre dans notre expérience».

Accord sur la Tchétchénie

## Moscou est équivoque sur son appui au plan Lebed

Moscou (AFP) — Le président russe Boris Eltsine et le premier ministre Viktor Tchernomyrdine ont cultivé l'équivoque hier sur la réalité de leur soutien à l'accord de paix en Tchétchénie signé par Alexandre Lebed.

M. Lebed a assuré à la télévision russe que M. Tchernomyrdine avait «pleinement approuvé» hier l'accord qu'il a signé samedi avec les indépendantistes tchétchènes.

Mais les services de M. Tchernomyrdine n'ont pas confirmé une telle approbation, mettant au contraire en exergue les doutes exprimés par le premier ministre lors de ses entretiens avec le secrétaire du Conseil de sécurité russe.

Le chef du gouvernement a notamment souligné que «l'intégrité territoriale de la Russie» devait être une des bases de tout règlement de paix.

Certains députés russes, comme le libéral Sergueï Iouchenkov, ont déjà affirmé que le document signé par M. Lebed ne mentionnait pas expressément ce principe, et qu'il ouvrait la porte à une indépendance de la Tchétchénie.

L'accord signé samedi entre M. Lebed et le commandant en chef indépendantiste Aslan Maskhadov prévoit

pour l'essentiel de régler d'ici le 31 décembre 2001 la question du statut de la Tchétchénie, à l'origine même de la guerre lancée en décembre 1994.

Viktor Tchernomyrdine s'est également interrogé «sur le prix politique des accords et sur leur conséquence pour la région du Caucase du nord et pour la Russie dans son ensemble», toujours selon son porte-parole.

Le porte-parole n'a pas précisé sur quoi portaient exactement ces interrogations.

De son côté, Boris Eltsine, en vacances depuis une semaine dans une résidence au nord de Moscou, refusait toujours de rencontrer Alexandre Lebed, qu'il a vu pour la dernière fois le 12 août.

Le chef de son administration, le très influent Anatoli Tchoubaïs, a déclaré hier que ce refus «n'était pas le fait du hasard», sans préciser davantage sa pensée, selon l'agence Interfax.

M. Tchoubaïs a ajouté que «les tâches les plus difficiles [en Tchétchénie] étaient devant, plus difficiles que celles déjà résolues».

«Je suis loin d'être euphorique et de dire que tous les problèmes sont résolus», a insisté le responsable russe, en mentionnant notamment la question en suspens du statut de la Tchétchénie.

Boris Eltsine n'a été informé qu'indirectement hier des accords signés par M. Lebed, par l'intermédiaire de M. Tchernomyrdine qui a été lui faire rapport de l'entretien qu'il venait d'avoir avec le secrétaire du Conseil de sécurité.

Un communiqué du Kremlin a ensuite indiqué que les discussions entre le président et le premier ministre russes avaient porté sur les accords de paix et sur les relations entre la Russie et la Tchétchénie. Le communiqué de presse n'a pas mentionné le moindre jugement porté sur les initiatives d'Alexandre Lebed.

Le général russe, dans une interview télévisée, a reconnu se sentir «seul sur le champ de bataille» dans ses efforts de paix. «Je n'ai pas pour l'instant de réponse positive [quant à une audience avec M. Eltsine], mais je ne perds pas l'espoir, je suis optimiste», a encore dit le général.

LE MONDE

EN BREF

FARRAKHAN EN LIBYE

Tripoli (AFP) — Le «numéro un» libyen Mouammar Kadhafi a reçu à Tripoli le dirigeant noir islamiste américain Louis Farrakhan, rapportait hier l'agence officielle libyenne JANA. M. Farrakhan, chef de l'organisation La Nation de l'islam, participe à Tripoli aux cérémonies du 27<sup>e</sup> anniversaire du coup d'Etat, qui a porté M. Kadhafi au pouvoir le 1<sup>er</sup> septembre 1969. Il a reçu, au cours de son séjour, le «prix Kadhafi des droits de l'Homme», doté de 250 000 dollars. Dans une conférence de presse lundi à Tripoli, rapportée par l'agence libyenne, M. Farrakhan a affirmé que son organisation «s'apprête à créer une nouvelle force politique aux États-Unis, pour défendre les droits spoliés des noirs et des autres minorités».

RWANDA: L'ARMÉE TUE

Kigali (AFP) — L'Armée patriotique rwandaise (APR, dominée par les Tutsis) a tué au moins 111 personnes dont de nombreux civils non armés, entre le 6 et le 8 août, lors d'opérations de nettoyage dans l'ouest du Rwanda, selon l'ONU. Un rapport du «Haut commissaire aux droits de l'Homme» (HRCFOR), publié hier à Kigali, cite des «témoignages oculaires crédibles» faisant état de victimes frappées à coups de pioche. Parmi les victimes de l'APR se trouvent certains anciens soldats et militaires hutus, des rebelles ayant traversé la frontière et des insurgés locaux, selon le rapport, mais «la plupart de ceux qui ont été tués seraient des civils non armés».

DÉPART DE GALANG

Île de Galang (AFP) — Le dernier groupe de réfugiés vietnamiens de la mer en Indonésie a quitté hier le camp de l'île de Galang, dans le nord du pays à bord de deux navires de guerre indonésiens qui font route à destination de Saigon (Ho Chi Minh-Ville). Le départ de ces 486 personnes s'est effectué sans incident sous une pluie battante. Le camp de Galang, une petite île au large de la côte est de Sumatra à moins d'une demi-heure de bateau de Singapour, a abrité jusqu'à plus de 121 000 réfugiés arrivés, à partir du milieu des années 70, par la mer, dans leur grande majorité fuyant le Vietnam mais aussi, pour quelques centaines, le Cambodge. Galang, une île tropicale offrant un décor de carte postale, doit devenir un centre touristique haut de gamme.

PEROT PUBLI-INFO

Washington (AFP) — Le candidat du Parti de la Réforme à l'élection présidentielle, le milliardaire texan Ross Perot, a lancé ce week-end sa campagne de publicité politique sur les écrans de télévision américains. Un premier «publi-info» de 30 minutes, intitulé «Ross Perot: pas de friandises gratuites, des résultats» et dans lequel il apparaît entouré de cartes et de graphiques, a été diffusé dimanche soir sur la chaîne de télévision ABC. M. Perot s'en est pris aux «accords commerciaux déséquilibrés», aux «intérêts particuliers» et au montant de la dette nationale. Selon les derniers sondages, Ross Perot est crédité de 5 à 7 % des intentions de vote.

**À L'AUBE DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE: DES ENJEUX POUR LES SCIENCES DE LA GESTION**  
Guérin Universitaire  
358 pages  
29,95 \$  
Gilles Simard,  
B.A., M.Sc., Ph.D., sociologie,  
Université de Montréal  
Michel G. Bédard,  
ADM. A., CMC, M.B.A.  
(UQAM), Ph.D. SC. POL./ADM.  
Publique (UQAM)  
Cet ouvrage propose une réflexion globale et multidisciplinaire construite avec l'apport de plusieurs intervenants - professeurs, chercheurs et praticiens - du monde des sciences de la gestion.  
En regroupant des analyses empiriques menées récemment sur diverses thématiques, ce livre fournit une description fine, compréhensive et organisée des enjeux présents ou à venir.  
GUÉRIN, éditeur Itée  
4501, rue Drolet  
Montréal (Québec)  
H2T 2G2  
Téléphone: (514) 842-3481  
Télécopieur: (514) 842-4923

Avion de combat européen

Coup d'accélérateur au projet  
Londres s'engage à acheter 232 Eurofighters



PHOTO AP

Un prototype de l'avion de combat Eurofighter était présenté hier au salon aéronautique de Farnborough en Angleterre. Londres s'est dit prêt à commencer la production de l'appareil.

Farnborough (AFP) — La Grande-Bretagne a annoncé hier qu'elle était prête à commencer la production de l'avion de combat Eurofighter, donnant enfin un coup d'accélérateur à ce projet européen coûteux, et retardé par de constants désaccords entre les pays partenaires. La Grande-Bretagne est «maintenant prête à s'engager dans la production de l'Eurofighter» et à en acheter «initialement» 232 exemplaires, a annoncé le ministre de la défense Michael Portillo.

La décision de Londres a été officialisée à l'ouverture du salon aéronautique de Farnborough qui devait accueillir un vol de démonstration de cet Eurofighter 2000 (EF 2000).

L'annonce du gouvernement britannique s'assortit d'un appel à l'Allemagne pour qu'elle se lance elle aussi dans la fabrication de l'appareil. La Grande-Bretagne et l'Allemagne sont les deux principaux partenaires de ce projet évalué à 40 milliards de livres (62 milliards de dollars), qui associe également l'Espagne et l'Italie.

Londres est le premier des quatre pays à annoncer le démarrage prochain de la production et espère donner ainsi «un coup de pouce» à ses partenaires, a dit M. Portillo.

«Je ne crois pas que l'Allemagne puisse en aucun cas se permettre de ne pas participer à l'Eurofighter», a-t-il déclaré. «Ils ont bien sûr un débat. Comme ils préparent la monnaie unique [européenne], ils essaient de restreindre

leurs dépenses publiques», a-t-il déclaré.

A Bonn, le ministère de la défense a assuré que l'Allemagne avait toujours besoin de l'Eurofighter 2000, mais qu'il cherchait encore les moyens de le financer.

«La nécessité pour l'Allemagne de se doter d'un avion de combat moderne n'est pas discutée mais dans le cadre des coupes budgétaires on réfléchit encore à la façon de financer le projet», a expliqué un des porte-parole.

Après de longues négociations, Londres et Bonn étaient parvenus en janvier à un accord sur la répartition de la charge de travail pour la production de l'appareil. Londres devrait s'en octroyer 37 à 38 %, tandis que l'Allemagne devrait en obtenir 30 %.

Avec 232 appareils en service, la Grande-Bretagne sera le premier utilisateur de l'Eurofighter, tandis que l'Allemagne en achètera 180. Pour la Grande-Bretagne, il s'agit d'un investissement de 15 à 16 milliards de livres (entre 23 et 25 milliards de dollars), mais aussi d'une manne considérable pour l'industrie aéronautique car la production de l'avion occupera 14 000 personnes, selon le gouvernement.

Critiques des surcoûts

Ce projet a été vivement critiqué, dans les quatre pays, pour les surcoûts qu'il a entraînés. En Grande-Bretagne, le National Audit Office, l'organisme qui surveille les comptes publics, vient de publier un rapport mettant en lumière les dépassements de budget de l'Eurofighter.

Cet appareil qui pourra avoir plusieurs fonctions dans les missions de l'armée britannique, devrait être mis en service par la Royal Air Force en 2002, mais les premiers escadrons complets ne voleront pas avant 2005. Il doit, dans un premier temps, remplacer les Tornado F3 et les Jaguar de la Royal Air Force.

Le vice Premier ministre britannique Michael Heseltine a souligné l'importance de ce projet pour l'industrie de défense européenne, et a regretté que la France n'y participe pas.

«J'ai toujours vu comme une tragédie que la France ne se joigne pas à ce partenariat. Mais l'Eurofighter est maintenant une réalité [...] et l'un des plus importants partenariats jamais réalisés en Europe», a-t-il affirmé.

L'Eurofighter 2000 devrait en effet trouver sur sa route l'avion français Rafale, conçu par Dassault, qui sera son principal concurrent, au moins dans les premières années. La nouvelle génération d'avions de combat américains devrait voir le jour vers 2010.

Les principaux groupes industriels impliqués dans l'Eurofighter sont British Aerospace (Grande-Bretagne), Daimler-Benz Aerospace (DASA, Allemagne), Alenia (Italie), Casa (Espagne).

Terrain d'entente sur l'enseignement au Kosovo

Accord serbo-albanais

Belgrade (AFP) — Le président serbe Slobodan Milosevic et le leader des Albanais du Kosovo Ibrahim Rugova ont signé un accord sur la réintégration des élèves et enseignants de souche albanaise dans le système d'enseignement public au Kosovo, a-t-on annoncé officiellement hier à Belgrade.

Depuis la suppression par Belgrade de l'autonomie au Kosovo en 1989, les Albanais boycottaient les écoles serbes et avaient mis sur pied un système scolaire clandestin en langue albanaise.

C'est la première fois que les autorités serbes et l'opposition albanaise du Kosovo, où les Albanais de souche représentent 90 % des 2 millions d'habitants, trouvent un terrain d'entente.

Le mouvement indépendantiste albanais est sévèrement réprimé par la police serbe qui contrôle le Kosovo.

L'accord Milosevic-Rugova intervient alors qu'une série d'attentats meurtriers commis ces derniers temps contre des policiers serbes au Kosovo a suscité une vive tension entre les communautés serbe et albanaise.

L'établissement d'un dialogue entre MM. Milosevic et Rugova est une des conditions posées par les États-Unis pour une pleine normalisation de leurs relations avec Belgrade.

L'accord sur «la normalisation du système d'enseignement» au Kosovo a été signé dimanche, à Belgrade par M. Milosevic et à Pristina par M. Rugova, a précisé le chef du gouvernement serbe, M. Mirko Marjanovic.

M. Rugova est le «président de la république du Kosovo» proclamée unilatéralement en 1991. Il a été élu en 1992 lors d'un scrutin déclaré illégal par Belgrade.

L'accord a été obtenu grâce aux bons offices de la communauté catholique romaine de Sant'Egidio, qui a contribué à l'établissement d'un dialogue entre Belgrade et les responsables albanais de Pristina.

Il prévoit «le retour des élèves et enseignants albanais dans les écoles» publiques, selon le texte de l'accord diffusé par l'agence officielle yougoslave Tanjug et dans lequel la fonction de M. Rugova n'est pas précisée.

Commission mixte

Une commission mixte comprenant trois représentants du gouvernement serbe et trois responsables albanais a été chargée de définir les modalités d'application de l'accord, qui se veut «au dessus de tout débat politique» et dont les signataires déclarent aspirer à «la victoire de la civilisation et non à la victoire des uns aux dépens des autres».

Considérant l'enseignement comme un des éléments de base d'un Etat, les Albanais en ont pris entièrement le contrôle en 1990. Se prévalant de leur écrasante majorité, ils refusaient depuis lors d'enseigner sur des programmes conçus par les Serbes.

«C'était le seul moyen d'empêcher les Serbes de faire des Albanais un peuple de second rang», selon le parti de M. Rugova, la Ligue démocratique du Kosovo, principal mouvement d'opposition au régime de Belgrade.

**loto-québec résultats**

<b>6/49</b>	Tirage du 96-08-31	GAGNANTS	LOTS
1 5 8 14 38 45		6/6	0 2 345 282,50 \$
Numéro complémentaire: 25		5/6+	9 78 176,10 \$
		5/6	305 1 845,40 \$
		4/6	16 499 65,40 \$
		3/6	310 514 10 \$
		Ventes totales: 17 323 789 \$	
		Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$	

<b>SELECT</b>	Tirage du 96-08-31	GAGNANTS	LOTS
9 16 19 26 28 32		6/6	1 1 000 000,00 \$
Numéro complémentaire: 5		5/6+	1 12 966,70 \$
		5/6	36 240,10 \$
		4/6	1 110 36,30 \$
		3/6	16 135 5 \$
		Ventes totales: 572 395 \$	
		Gros lot à chaque tirage: 1 000 000 \$	

<b>Extra</b>	Tirage du 96-08-30	GAGNANTS	LOTS
NUMÉROS		906379	100 000 \$
06379		1000	1 000 \$
6379		250	250 \$
379		50	50 \$
79		10	10 \$
9		2	2 \$

<b>Extra</b>	Tirage du 96-08-31	GAGNANTS	LOTS
NUMÉROS		721087	100 000 \$
21087		1000	1 000 \$
1087		250	250 \$
087		50	50 \$
87		10	10 \$
7		2	2 \$

<b>Super 7</b>	Tirage du 96-08-30	GAGNANTS	LOTS
3 4 6 30 35 37 46		7/7	0 5 000 000,00 \$
Numéro complémentaire: 10		6/7+	2 46 979,90 \$
		6/7	28 2 936,20 \$
		5/7	1 904 154,20 \$
		4/7	40 709 10 \$
		3/7+	39 434 10 \$
		3/7	345 530 particip. gratuite
		Ventes totales: 5 082 014 \$	
		Prochain gros lot (approx.): 6 000 000 \$	
		Prochain tirage: 96-09-06	

**TVA, le réseau de tirages.**  
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

**UNE OFFRE BLINDÉE**  
**2999\$** par mois\*

**JETTA GL 1996**  
**LOCATION 2 ANS**

Être blindé contre les tracas, ça vous intéresse?  
Le programme Protection blindée comprend:

- l'entretien gratuit (même les changements d'huile)\*\*;
- une garantie pare-chocs à pare-chocs\*\*;
- l'assistance routière 24 heures par jour\*\*;
- la valeur de rachat garantie.

Ça vous laisse deux ans pour jouir pleinement et en toute sérénité du plaisir de conduire votre Jetta. Vous verrez, le temps passe vite en si bonne compagnie.

Coussins gonflables côté conducteur et passager • climatiseur • système d'alarme et verrouillage central • radio AM/FM cassette • rétroviseurs télécommandés • direction assistée • transmission manuelle 5 vitesses • moteur 2,0 litres, 115 ch.

La mensualité ne s'applique qu'au modèle neuf Jetta GL 1996 à essence, groupe d'option Q.41, pour une location de 24 mois. D'autres termes sont aussi offerts. Versement initial de 1 500 \$ ou échange équivalent ainsi qu'un dépôt de 350 \$ requis au moment de la transaction. Le transport est inclus. Préparation en sus. Limite de 40 000 kilomètres. Frais de 10¢ le kilomètre additionnel. Sous réserve de l'approbation de crédit VCI. L'offre est valide pour une période limitée. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus.

\*\* Entretien gratuit pendant 2 ans ou 40 000 km. Certaines restrictions s'appliquent. Voir les concessionnaires participants pour tous les détails. Le modèle offert peut différer du modèle présenté. L'offre ne s'applique qu'aux particuliers pour un véhicule à usage personnel et non commercial.

**LES CONCESSIONNAIRES VOLKSWAGEN**

<b>ÎLE DE MONTRÉAL</b> Auto Strasse 5905, ROUTE TRANSCANADIENNE ST-LAURENT 748-6961 Automobiles Autohaus 1855, AV. DOLAARD, LASALLE 364-2753 Automobiles G.M.F. 3050, BOUL. ST-CHARLES, KIRKLAND 694-1378 Centre-Ville Volkswagen 324, RUE PEEL, MONTRÉAL 848-1717 Automobiles Popolar 5441, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL 574-5471 Automobiles Rimar 5500, BOUL. METROPOLITAIN E. ST-LEONARD 253-4858 Automobiles Stolz 13255, RUE SHERBROOKE EST MONTRÉAL 642-6242	<b>Campbell &amp; Cameron</b> 4050, AV. VERDUN, VERDUN 762-9777 Nordest Volkswagen 10395, BOUL. PE-60, MONTRÉAL 325-3422 <b>RIVE-SUD</b> Antilles Automobiles 649, CHEMIN LAROCQUE VALLEYFIELD 371-5563 Automobiles B. Duval 400, BOUL. ROLAND-THERREN LONGUEUIL 679-0890 St-Hyacinthe Volkswagen 16070, RUE ST-LOUIS, ST-HYACINTHE 773-9643 Automobiles Niquet 1905, BOUL. SHERBROOKE-LAURIER RTE 116, ST-BRUNO 653-1553 Automobiles Sabric 125, RUE AMÉ-VINCENT, VALDREUIL 455-7941	<b>Chambly Automobiles</b> 3334, BOUL. TASCHEREAU GREENFIELD PARK 671-7228 Châteauguay Volkswagen 20, BOUL. INDUSTRIEL CHATEAUGUAY 698-2261 Marcel Synnot Automobiles 1200, RUE BOURGOGNE, CHAMBLY 658-6645 Park Avenue Volkswagen 8805, BOUL. TASCHEREAU OUEST BROSSARD 658-4811 Haut-Richelieu Volkswagen 370, RUE BERTHER ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 359-4222 <b>RIVE-NORD</b> Automobiles André Rivest 839, RUE NOTRE-DAME, REPENTIGNY 585-1700 Automobiles E. Lavoie 1384, BOUL. LABELLE, BLAINVILLE 450-1460	<b>Automobiles Lafontaine</b> 2001, BOUL. LABELLE, ST-JEROME 438-4101 Automobiles Le Passant 125, RUE PRINCIPALE LACROUTE 476-9966 Arbour Automobiles 700, BOUL. DES LAURENTIDES LAVAL 343-3422 Butz Automobiles 421, BOUL. SAUVÉ ST-ESTACHE 627-4466 Joliette Volkswagen 1128, RUE PETTE JOLLETTE 756-4515 Volkswagen Mascouche 118, MONTÉE MASSON MASCOUCHE 474-2428
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Jouissez du plaisir de la perfection.**

En 1910, Rolex a fabriqué une montre si petite qu'elle pouvait être portée au poignet. Portant une attention rigoureuse à chaque détail, Rolex a forgé une norme de qualité et d'excellence. Aujourd'hui, la précision détaillée de chaque montre Rolex continue d'inspirer le plaisir de la perfection.

**ROLEX**

OYSTER PERPETUAL DATEJUST

Nous sommes fiers d'être votre bijoutier agréé Rolex.

**Bijouterie Gambard**  
Vente et service technique

630-A Cathcart Montréal Centre-Ville 866-3876

# É D I T O R I A L

## Gauche, droite et démocratie

François Brousseau

Être de gauche, qu'est-ce que cela signifie aujourd'hui? Alors même que des partis se définissant tels reviennent au pouvoir en Occident, paraissant parfois trahir leurs idéaux au nom de la gestion et du réalisme, que des mouvements du tiers monde remettent en question les anciens canons révolutionnaires simplistes, la question revient sans cesse, lancinante, hanter ceux qui osent encore se réclamer d'une autre façon de concevoir la gouvernance.

**A**ux États-Unis, le Parti démocrate américain de Bill Clinton, qui vient de terminer sa convention à Chicago, achève de jeter par-dessus bord ce qui restait de la tradition prudemment étatiste et social-démocrate qui avait fait les grandes heures du parti de Roosevelt et de Kennedy. Au point qu'on surnomme aujourd'hui le président américain «Ronald

d'une voie en matière d'économie, de redistribution, de politique budgétaire, d'attitude face aux pauvres et à l'aide sociale. Même aujourd'hui, alors que tout le monde s'est converti peu ou prou à l'économie de marché et au besoin d'une certaine austérité dans l'administration publique, il y a une différence essentielle, et pas seulement rhétorique, entre celui qui dit: «Il nous faut la rigueur des comptes publics pour préserver l'essentiel des acquis» et celui qui dit: «Il faut couper parce c'est bon en soi, et parce que l'interventionnisme social est maléfaisant par définition.» C'est la nouvelle frontière entre la gauche et la droite.

De reconnaître que la gauche occidentale, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, a péché par utopisme, erré dans ses choix de solidarités, abrité l'arrivisme et le cynisme de plusieurs de ses porte-voix patentés (comme, par exemple, l'ancien président François Mitterrand en France), et même parfois couvert des atrocités, revient-il à abdiquer la validité même d'une démarche historique?

D'une certaine manière, la lutte de la gauche aujourd'hui, à l'époque de la «pensée unique» et du mondialisme économique, c'est tout simplement une lutte pour la préservation de la politique, du politique. Car si, dans l'arène politique, il n'y a plus d'oppositions, d'oppositions réelles pouvant déterminer des voies vraiment différentes entre deux façons de faire, si la gouvernance n'est plus que le résultat arithmétique obligé d'additions et de soustractions, n'est-ce pas l'existence même du pluralisme et de la démocratie qui, ultimement, se trouve remise en question?

Oui, la démocratie et l'économie ont besoin d'une droite qui rappelle les contraintes objectives, exprime les desiderata des élites et des investisseurs, le conservatisme naturel de la société, un certain réalisme au ras du sol. Mais elles ont tout autant besoin d'une vision généreuse de l'avenir, de l'affirmation d'un espace qui ne soit pas uniquement celui des marchands et des technocrates, d'une contestation plus ou moins radicale devant le conformisme ambiant qui se fait pernécieux dans les sociétés occidentales en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle.

Être de gauche aujourd'hui, ce n'est pas uniquement — ni même d'abord — «préservé les acquis» en défendant tel ou tel programme menacé par la hache néolibérale. C'est, plus largement, retourner à la grande idée libérale, en défendant le droit à l'existence d'un espace politique.

Car la menace contemporaine sur la démocratie, ce n'est ni plus ni moins que la fin du politique. Un thème qui rejoint celui de la souveraineté nationale, puisque la nation reste jusqu'à nouvel ordre le cadre principal de la démocratie et de la politique.

La lutte pour la souveraineté d'États qui ne soient pas insignifiants, pour la préservation d'un sens concret à cette souveraineté, rejoint la lutte de la gauche en faveur d'une réhabilitation de la politique et du volontarisme, contre les sirènes de la technocratie et de l'inéluctable.

Gauche, politique, nation: toute la civilisation ne passe évidemment pas — et ne doit pas toute passer — par cette «triade». Mais il s'agit indéniablement de trois éléments essentiels de la vie publique, aujourd'hui menacés. Car sans gauche, pas de politique. Sans nation, pas de politique non plus. Et sans politique, pas de démocratie.

**La crise intellectuelle de la gauche appelle une réaffirmation de l'instance politique**

George Clinton.

Au Mexique, le progressisme tente de se redéfinir en abandonnant l'utopie révolutionnaire et violente qui avait animé, des décennies durant, presque tout ce qui bougeait et grenouillait «à gauche» en Amérique latine. Par son refus de parler de «Grand Soir» et de prise du Palais présidentiel, par son parti-pris réformiste, le mouvement zapatiste représente l'avant-garde d'une redéfinition essentielle du «progressisme».

La gauche intellectuelle occidentale l'a bien compris, elle qui est accourue, cet été au Chiapas, dans une forêt devenue «le dernier salon où l'on cause», pour deviser sur les méfaits du néolibéralisme. Cependant, les derniers événements dans ce pays, avec ce nouvel accès de terrorisme gauchiste classique, montrent que la maladie infantile du socialisme peut encore se manifester.

Dehors la Révolution! Finie la propriété publique comme panacée! Bonjour le marché! Hormis les extrêmes, en arriverait-on aujourd'hui à une espèce de synthèse consensuelle dans laquelle les notions de gauche et de droite deviendraient de plus en plus superflues?

Non. Le paradoxe, c'est que malgré le malaise et la difficulté réelle de définir une politique ou un programme économique «de gauche» devant le raz de marée du marché et de la mondialisation, on reconnaît instinctivement, sur le terrain, ce que sont, encore aujourd'hui, des intérêts, des sensibilités, des attitudes et des positions «de gauche» et «de droite». Que malgré toutes les zones grises qui masquent et déplacent les frontières idéologiques de naguère, malgré l'étonnante convergence, parfois, entre certains thèmes gauchistes et les érucations antilibérales d'un Pat Buchanan intégriste et xénophobe («À bas Wall Street!» «Vous oubliez les petits qui souffrent et qui ralentissent!»), il y a encore dans cette différence quelque chose qui touche à l'essentiel de la politique.

Aux questions angoissantes portant sur l'inéluctabilité — réelle ou supposée — des changements économiques en cours et de leurs conséquences (austérité, diminution radicale du rôle de l'État, réduction structurelle de l'emploi), une attitude contestatrice est en train d'émerger. Encore embryonnaire, elle tente de combiner le libéralisme — tant politique qu'économique — avec une pratique réinventée de la solidarité.

La droite a toujours carburé aux raisonnements péremptoirs sur l'inanité et les effets pervers du volontarisme politique, particulièrement lorsqu'il s'applique au domaine économique. Elle a toujours présenté — et elle le fait aujourd'hui plus que jamais — «ce qui est» comme étant inamovible, comme un phénomène naturel, obligatoire, découlant de l'ordre immuable des choses.

La gauche a toujours répondu qu'il existait plus

### LETTRES

#### Virus politique

Un virus malin s'est introduit dans nos mœurs parlementaires et il fait un tort considérable à notre désir de vivre démocratiquement. C'est celui des «conférences fédérales provinciales».

Surtout si je compare cet événement avec celui qui se produit chaque année dans le monde des affaires. Celui qui possède des actions dans une compagnie, a, selon le nombre d'actions qu'il possède, un nombre de votes proportionnel. Il n'est jamais venu à l'idée des propriétaires de donner plus de votes à celui qui ne possède que quelques parts ou moins de votes à celui qui en possède beaucoup. Celui qui investit et qui s'investit plus, a plus de votes que celui qui s'engage moins. Ça s'appelle gérer le capital action. Et pourquoi, dans le monde du capital humain donne-t-on plus de votes au premier ministre élu de Prince Edward Island, 70 fois plus, qu'au représentant élu de la province de l'Ontario? Quand l'un vote une fois, l'autre devrait voter 70 fois. Qu'il ne le fasse pas est pour moi un mystère. Il y a 128 000 habitants au Prince-Edwards et 9 000 000 en Ontario. Faites le calcul. Pourquoi l'un a 70 fois plus de votes que l'autre? Imaginez une compagnie où le propriétaire de 128 actions prend les décisions au même titre que celui qui en possède 9000! Si le vote du représentant de 128 000

votants exerce le même vote que le représentant de 9 000 000 de votants, cela veut dire que monsieur Harris ne représente pas sa province et qu'il devrait refuser de jouer à ce petit jeu. C'est insultant pour lui et humiliant pour ceux qu'il représente sans les représenter.

Cette façon de faire est antidémocratique et ce qui se fait en dehors du principe: «une action, un vote» est un affreux virus qui brouille toutes les données et tue toutes les bonnes intentions. Nous vivons dans une illusion démocratique et c'est de cette mascarade que le Québec doit s'extirper. Il doit se donner à cette fin, de nouvelles armes. Verbales, va sans dire. Il faut briser ce Canada de pacotille. Je souhaite vivre dans un Canada où monsieur Harris peut opposer 70 fois son oui ou son non, à la décision du prince de la Prince Edward Island.

Gilles Derome  
Laval, 25 août 1996

#### Pas de comparaison?

Jean Charest essaie de se faire du capital politique facile au Canada en affirmant que Lucien Bouchard et les Québécois sont trop exigeants: ils devraient laisser du lest. Quant on lui rappelle la situation désastreuse des francophones hors-Québec, qui patagent encore dans le mépris et qui sont en voie d'extinction à peu près partout sauf en Acadie, il affirme

qu'il ne veut pas faire de «comparaison».

Ah bon! Serait-ce que les francophones de partout au Canada, et même au Québec, ont moins de droits, qu'ils sont inférieurs? A la limite, la réponse de M. Charest est raciste. Pourquoi un francophone de Toronto, de Moncton ou de Winnipeg (ce qu'il en reste) accepterait-il d'être traité moins bien qu'un anglophone de Hampstead, de Côte-St-Luc ou de Westmount?

La vieille image du couple Québec-Canada vaut toujours: chaque fois que Mme Québec affirme qu'elle existe, qu'elle a une «âme» nationale et des droits, elle se fait dire par M. Canada qu'elle est sale et vilaine, et pourquoi pas, raciste. Moi, je propose de faire la comparaison entre M. Mulroney, le dernier vrai chef du Parti conservateur, et M. Charest. Le premier a fait un honnête effort pour rétablir le Québec dans ses droits, après la nuit des longs couteaux de novembre 1981. On sait la réponse que le Canada lui a donnée quand est venu le temps de ratifier les Accords du lac Meech: ce fut un non méprisant. Le printemps dernier, M. Bouchard faisait un geste de bonne volonté en proposant le maintien de la loi 86. Voilà comment il est payé pour sa peine! Non, M. Charest, on va pas s'écrouler!

André Daoust  
Montréal, 27 août 1996



## Rentrée scolaire Jojo Savard

**A**bsent du Québec depuis un an, certains développements récents de notre télévision m'avaient échappé. Mais je me suis mis à jour.

J'ai ainsi découvert le «Canal publicité». Rien à redire: c'est dans l'ordre des choses qu'on nous exhorte à impérativement acheter un téléphone à abdominaux en béton ou un appareil pour se construire sans fils... ou l'inverse, là je ne suis plus très sûr de moi.

Chacune de ces pubs est signée du ministère de l'Inutile et du Superflu cher à Charb et porte en sous-titre sa devise: «Au nom de la loi, consommez!»

J'ai aussi découvert Jojo Savard et la place du «paranormal» à la télé. Je n'ai pas balancé mon cendrier sur la télévision. J'ai d'abord réfléchi.

Je me disais que, décidément, on a du mal à suivre et que la sottise court bien plus vite que notre capacité à en faire la critique ou même l'inventaire.

Je me rappelle surtout ces résultats auxquels arrivait Henri Broch, en France: la croyance au paranormal augmente en proportion du degré de scolarité. Chez nous, on a étudié l'appartenance aux sectes avec le même résultat.

Vraiment gênant pour l'éducation, tout ça. Et très dangereux. Car la bêtise n'est pas anodine: c'est une maladie qui peut être mortelle, au sens strict et pour nous tous. Vous le saviez vous, que les Clinton consultent un gourou qui fait dans le spiritisme et que les Reagan avaient un astrologue? Vous voyez. Et Jojo ne fait-elle pas sa pub sur ses rapports avec Mme Chrétien...

Broch avait son impuissance à expliquer ses propres résultats. Essayons. Partons des thèses de Chomsky. Dans les sociétés de consommation dirigée, on s'efforce de divertir les 80 % de la population les moins instruits et les moins influents en les occupant à autre chose — le sport, le spectaculaire, le paranormal, etc... Et on cherche à faire adhérer les 20 % qui restent à l'idéologie dominante.

Selon Chomsky l'éducation participe du processus: elle est désormais un système mis en place pour imposer l'ignorance. Radical? Certes, mais vous étiez prévenus: c'est Chomsky. Je trouve encore la même idée chez mon cher Russell: «L'éducation est



NORMAND BAILLARGEON

devenue un des principaux obstacles à l'intelligence et à la libre pensée.» Russell poursuit: «L'éducation devrait avoir deux buts: donner des connaissances définies et créer des habitudes d'esprit qui permettraient aux gens d'acquiescer des connaissances et de former par eux-mêmes des jugements sains. Mais on ne veut pas que les gens ordinaires pensent par eux-mêmes. Seuls les gardiens doivent penser; les autres doivent obéir ou suivre les chefs comme des brebis.»

Il y a du vrai, là-dedans. Même si ça ne répond pas tout à fait à notre question. L'éducation devrait en tout cas fournir désormais ce que Chomsky nomme des cours d'autodéfense intellectuelle. Ignorez sous quelle forme, mais on y apprendrait entre autres des choses comme ceci.

La corrélation n'est pas la causalité. C'est utile et facile, ça: la contemporanéité de deux événements ne signifie pas que l'un soit cause de l'autre.

La valeur de vérité d'une proposition est indépendante de l'émetteur, de son prestige ou de sa puissance économique, etc.

Le seul jeu des probabilités explique souvent à lui tout seul un phénomène qu'on veut nous faire passer pour paranormal.

Une proposition sortant de l'ordinaire, allant à l'encontre des connaissances tenues pour relativement sûres, exige d'être soutenue par des preuves sortant de l'ordinaire.

Et ainsi de suite. Avec ça, en attendant «Heinz», on est moins pressé de filer s'acheter du ketchup. Avec ça, encore, on est moins pressé, quand on est gestionnaire d'une télé, d'acheter les droits de diffusion d'un film montrant l'autopsie d'un extraterrestre, à Roswell. Car la vérité est sortie du sac, dans cette affaire avec laquelle on nous a bassinés à la dernière

re rentrée: il s'agissait d'une jeune fille souffrant d'une maladie très rare, la Progeria.

Une éducation saine enseignerait à ne plus voir Jojo de la même manière. Ni tout le reste, il me semble. Car, au fond, une saine éducation enseignerait surtout la base d'un sain scepticisme. Mais il est vrai qu'une telle éducation aurait aussi des conséquences qui ne seraient pas au goût de tout le monde. Comme le dit encore Russell: «Il n'est pas désirable d'admettre une proposition quand il n'y a aucune raison de supposer qu'elle est vraie. Si une telle opinion devenait commune, elle transformerait complètement notre vie sociale et notre système politique.»

J'ai donc vu tout ça dans la petite boîte: Jojo, la pub, ngangan. Les enfants qui entrent en classe le verront aussi. Ne nous leurons pas: dans notre belle école ouverte sur la vie, après la pub et E. T., Jojo a été promu prof, cette année.

Après avoir réfléchi, je suis calmement allé déposer ma télévision dans le bac à ordures. Pour plus tard aller la chercher: il y avait une émission que je ne voulais pas rater.

Mais on a quand même convenu, ma blonde et moi, de surveiller sérieusement ce que regardent nos filles. Et d'en parler avec elles. Car ce n'est pas assez que de seulement demander à ses enfants de ne pas faire leurs devoirs devant la télé allumée. (Ce qui est un crime de lèse-éducation, on ne le dira jamais assez.)

En attendant, je prie qu'il n'est pas question de demander des comptes à quiconque, sur tout ça. On va nous répondre par l'argument qui clôt tout débat: Roswell, c'était payant. Jojo, ça, le reste. Bon, j'ai rien dit. Tant pis pour nos enfants et bonne rentrée à tous. Du courage aux profs et aux parents qui se battent contre ça. Ils demeurent légion.

En attendant, je crains le pire: un jour, avec Jojo au primaire, E. T. au secondaire et la pub à l'université, on va arriver: des citoyens qui adorent des drapeaux et mille autres sottises du même ordre; qui ne se préoccupent pas de ce qui se passe dans le monde. Et avec, en prime, une université qui aura pour principale mission de fournir à MacDonald's tous les gérants qu'il lui faut.

### À PROPOS

#### ... de jeunes et de toxicomanie

Au cours des recherches relativement nouvelles portant sur les déterminants de la santé, on ne s'est guère intéressé au rôle de la toxicomanie. Cependant, tout semble indiquer que celle-ci porte atteinte à la santé de nombreux canadiens et qu'elle est étroitement associée aux déterminants de la santé. Les problèmes de toxicomanie peuvent survenir par suite de déficits dans les préalables de base de

la santé comme la négligence, un manque de soutien de la part des parents ou le chômage. La réciproque est aussi vraie: la toxicomanie peut se traduire par une diminution de l'accès aux préalables sociaux, financiers et environnementaux de la santé, tels que l'emploi et l'éducation.

Pamela C. Fralick, in *La Santé et ses déterminants*, Forum national sur la santé, juin 1996

### LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER, NORMAND THÉRIAULT

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSFAÇON

Directeur artistique ROLAND-YVES CARIGNAN

2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

F A I S C E Q U E D O I S

## IDÉES

«Le Québec n'est pas l'Irlande du Nord»

## La pensée pratique

Ce qui frappe d'abord dans le texte de Pierre Milot, c'est que sa démarche intellectuelle procède par bonds successifs, un peu comme la démarche du kangourou australien

PIERRE FALARDEAU

Cinéaste

**L**e 13 août dernier, après avoir visité le zoo avec les enfants et admiré des cochons vietnamiens, des macaques japonais, des chameaux et des ânes africains, je tombe sur un universitaire canadien de l'espèce québécois-canadien-les-deux-en-même-temps, qui publie, dans *Le Devoir*, un texte intitulé «Le Québec n'est pas l'Irlande du Nord». Quelle découverte!

Sans doute un autre défonceur de portes ouvertes qui vient de s'apercevoir que la terre tourne et que les poules n'ont pas de dents. Le défonceur en question, un certain Pierre Milot, se présente, en toute modestie d'ailleurs, comme «chercheur affilié au Centre interuniversitaire d'analyse du discours et de sociocritique des textes». Rien que ça. Un défonceur affilié.

Je relis le titre et je me dis que c'est quand même beau la recherche universitaire. Mais la recherche interuniversitaire, c'est bien plus beau. Un peu comme la peinture à l'huile.

Dans son papier, le chercheur commence par chercher des puces à Josée Legault, comme un vulgaire chroniqueur de *The Gazette*. Il passe ensuite, sans qu'on comprenne pourquoi, au couple d'amuseurs publics Dion-Laforest pour tomber plus loin, à nouveau sans qu'on sache pourquoi, sur ce qu'il appelle sans façons le «cas Falardeau».

C'est là que le chercheur se transforme en trouveur. Il me règle mon «cas», à moi qui déjà ne me sens pas très bien, en deux temps, trois mouvements. Puis il enfonce le clou en sautant à Pierre Vallières et à Gilles Bourque, mais là on commence à comprendre pourquoi. Enfin, c'est l'estocade: caché derrière le «On n'est pas le Congo» de René Lévesque, le défonceur diplômé conclut brillamment par «On n'est pas l'Irlande du Nord».

Curieux, quand même, ce retour en force de René Lévesque, utilisé à toutes les sauces depuis le référendum, surtout par des fédéralistes qui lui ont craché dessus toute sa vie. Cet amour soudain et suspect, né après sa mort, permet à tout un chacun de charcuter sa pensée en petits morceaux. Il ne reste plus qu'à faire le tri dans les petits morceaux pour lui faire dire ce qu'on veut bien lui faire dire. Maintenant incapable de se défendre, Lévesque est plus utile mort que vivant. Après avoir été déifié, mythifié, statufié, ses ennemis tentent maintenant de le cocufier.

En passant, René Lévesque n'a pas parlé de du Congo. Si je me rappelle bien, il nous a laissé aussi «les Rhodésiens de Westmount». Ce n'est pas l'Irlande, je sais, mais laissons là Lévesque pour revenir à notre chercheur. Comme ce monsieur affilié fait dans l'analyse et la critique de texte, alors analysons.

## Quel méli-milot!

Ce qui frappe d'abord dans son texte, c'est que sa démarche intellectuelle procède par bonds successifs, un peu comme la démarche du kangourou australien. Pour être plus précis, j'irais même jusqu'à dire que M. Milot butine. Il butine ici et là, un peu à la façon du colibri sud-américain. Première caractéristique générale.

Deuxième caractéristique générale... Pour avoir l'air de faire du sens, le chercheur interuniversitaire farcit son texte d'un charabia pseudo-scientifique absolument incompréhensible. On dirait une parodie de Ionesco. À moins qu'il ne s'agisse d'une erreur de mise en pages. Comme si la traduction française faite à Toronto d'un manuel d'instruction pour aspirateur électrique fabriqué en Turquie s'était glissée dans son texte.

«Qu'on me comprenne bien, écrit-il. Je dis que c'est une erreur méthodologique que de croire qu'on puisse construire une épistémologie du nationalisme en refoulant son processus intersubjectif: que face à ce positivisme épistémologique, le nationalisme risque de prendre la forme sublimée d'une ontologie politique dont les conséquences sont incalculables dans l'espace public. Pour comprendre ce que je veux dire, il suffit de réfléchir à la violence pamphlétaire dont Pierre Falardeau...» Quel méli-mélo, M. Milot.

Il faut admettre que la recherche interuniversitaire, c'est quand même plus difficile que la peinture à l'eau. J'ai beau relire à l'envers, à l'endroit, de reculons, je commence à faire des complexes comme l'idiot du village. Même en position *fast forward* ou à *rewind*, mon pauvre cerveau dérape. Même l'auteur n'a pas l'air très sûr de ce qu'il avance, puisqu'il



PHOTO ARCHIVES

«De quoi s'agit-il exactement? On dirait l'offensive d'été des chasseurs de séparatistes affiliés. Comme si le «Comité des intellectuels pour le NON» fondé par Elvis Graton avait cessé d'être une farce plate pour devenir réalité.»

prend la peine de répéter trois fois son «Qu'on me comprenne bien». Je ne veux que ça, mais... J'ai plutôt l'impression d'être en train de lire *Les Précieuses ridicules* de Molière. Ou mieux, *Le Bourgeois gentilhomme*. La séquence du professeur de poésie. «Belle marquise vos beaux yeux me font mourir d'amour». Vous vous rappelez du truc. «Vos yeux beaux d'amour mourir me font belle marquise.» Et puisque nous pataugons en pleine analyse du discours, appliquons donc la méthode Molière, au texte de M. Milot:

«Qu'on me comprenne bien. C'est une erreur ontologique que de croire qu'on puisse construire un processus intersubjectif du nationalisme en refoulant son épistémologie: que face à cette forme sublimée de ce positivisme épistémologique, le nationalisme risque de prendre des conséquences incalculables... Pour réfléchir à ce que je veux comprendre, il suffit de dire...» Quel méli-milot, n'est-ce pas, M. Mélo. Après avoir essayé de comprendre les justifications de la démarche de notre chercheur affilié, voyons maintenant d'un peu plus près comment sa pensée fonctionne dans la pratique. Si je saisis bien le sens de son texte, Milot m'accuse de me prendre pour un Irlandais, moi qui ai passé ma vie à essayer de me prendre pour un Québécois. Comment? Tout simplement en citant un bout de texte que j'ai publié dans *Cinq intellectuels sur la place publique*. Voici la terrible citation: «Je crois, je veux croire qu'il y a dans les nombreux recrois que ce système laisse dans l'ombre des hommes et des femmes qui continuent de résister. Des inconnus, des petits, des anonymes qui affûtent leurs crayons comme d'autres affûtent leurs poignards.» Ça c'est de moi.

Admirez maintenant la pirouette de kangourou qui enchaîne: «C'est la dernière phrase induirait-elle la version québécoise des rapports entre le Sinn Féin et l'Ira? Je ne le crois pas. Je ne peux pas le croire.» Et il conclut plus bas: «Si Ottawa est bien une colline parlementaire, le Québec n'est pas une colonie pénitentiaire. Et les citoyens canadiens-anglais de Montréal ne sont pas les loyalistes orangistes de Belfast. On n'est pas l'Irlande du Nord.»

Je ne suis pas un chercheur affilié interuniversitaire, ni un spécialiste de l'analyse du discours, ni un sociocritique des textes, par contre on m'a appris à la petite école l'analyse gram-

maticale. Sujet. Verbe. Complément. Je cherche en vain dans la phrase que me reproche le cher professeur quelque référence que ce soit au Sinn Féin ou à l'Armée républicaine irlandaise. J'ai beau la triturer dans tous les sens, je n'y arrive pas. Je n'y arrive pas pour la bonne et simple raison que tout ça n'existe que dans le cerveau du bon professeur.

Voilà sans doute pourquoi il utilise la forme interrogative, procédé littéraire par trop compromettant. Il affirme sans l'affirmer. Il le dit tout en disant ne pas le dire. Il n'ose le croire tout en osant. Il ne veut pas le croire tout en le voulant. En tout cas, il l'écrit. Ça aussi, c'est un procédé littéraire. Un procédé qu'affectionnait particulièrement Cicéron, si je me rappelle les bons pères du cours classique. Procédé littéraire efficace, mais assez vicieux chez un chercheur scientifique affilié. Procédé qui a surtout l'inconvénient de sentir le procédé à plein nez. Et tout ça pour des crayons affûtés comme des poignards. Tout ça pour des crayons capables de produire des phrases assassines.

«Milot m'accuse de me prendre pour un Irlandais, moi qui ai passé ma vie à essayer de me prendre pour un Québécois.»

dans *Incitation au Nixonicide* de Pablo Neruda. Comme quand le vieux Ho Chi Minh, parlant de poésie, disait: «Il faut armer d'acier les vers de notre temps.»

Mais le Québec n'étant ni le Chili, ni le Vietnam, et nous avoir le plaisir de regarder M. Milot jouer au kangourou affilié avec mes crayons affûtés comme des couteaux, je lui proposerai une autre de mes brillantes citations. Réfléchissant sur la littérature, j'écrivais: «J'ai parfois l'impression d'écrire une fourchette.» En d'écrire spécialiste des ustensiles, M. Milot pourra bondir sur l'occasion et m'accuser de fomenter une jacquerie ou de mettre de l'avant un front islamique du salut typiquement québécois. Sans parler des cuillères qu'on peut faire fondre, c'est bien connu, pour faire des balles.

Rassurez-vous, M. Milot. Je ne me suis jamais pris pour un Irlandais. Ni pour un Tamoul, ni pour un Pygmée, ni pour un Groenlandais. Et quand il s'agira de lancer des appels aux armes, je ne m'enfermerai pas dans le symbolisme grossier des ustensiles de cuisine. Ce sera clair et vous n'aurez pas besoin de faire le kangourou.

Tout cela est assez pitoyable et même insignifiant. Par contre, la seule chose qui me semble significative dans ce texte, c'est sa provenance:

le Centre interuniversitaire d'analyse du discours et de sociocritique des textes. C'est là que travaille aussi, si je ne me trompe, le professeur Khouri, cette éminente admiratrice de Mordecai Richler, qui écrit le plus sérieux monde du monde que même Robert Bourassa est un dangereux séparatiste et Pierre Foglia un dangereux groxloiste qui s'ignore.

C'est là aussi que travaille, si je ne m'abuse, le docteur Marc Angenot, marié à Mme Khouri, le Zola canadien-québécois-les-deux-en-mêmes-temps. Celui-là même qui voit en maître Guy Bertrand un Gandhi en costume trois pièces, un Martin Luther King poudré et parfumé. Celui-là même que le profond et subtil Martineau de *Voir* décrit comme «la terreur des lecteurs du *Devoir*». Boul! J'ai peur.

Non mais... De quoi s'agit-il exactement? On dirait l'offensive d'été des chasseurs de séparatistes affiliés. Comme si le «Comité des intellectuels pour le NON» fondé par Elvis Graton avait cessé d'être une farce plate pour devenir réalité. Comme si on suivait à la lettre la stratégie post-référendaire des penseurs libéraux, genre Rizzuto et Gagliano, qui consiste à occuper toutes les tribunes. Procédé littéraire vicieux.

Je suis entièrement d'accord avec M. Milot, et ce depuis toujours. «Le Québec n'est pas l'Irlande du Nord.» Mais s'il tient absolument à parler d'Irlande du Nord, qu'il aille plutôt faire un tour du côté de *The Gazette* et de *Cité libre* qui flirtent depuis longtemps avec la partition du Québec. La partition, ce vieux rêve anglo-canadien, remis au goût du jour par la grande panique du dernier référendum.

Vous connaissez, M. Milot, les partitionnistes? Ces gens-là préfèrent d'ailleurs le terme unioniste à celui de partitionniste. Ça vous rappelle quelque chose ça, les unionistes, M. Milot? Pour trouver le modèle nord-irlandais, allez donc analyser les discours du premier ministre canadien, allez donc sociocritiquer les textes du petit fatigué, le fils du fatigué, que Chapleau dépeint chaque fois comme un rat. Vous n'aurez pas besoin de faire des pirouettes intellectuelles.

Le modèle nord-irlandais n'est pas le choix du mouvement de libération nationale du Québec, mais celui de plus en plus populaire des ennemis de l'indépendance. Et si les citoyens canadiens-anglais de Montréal ne sont pas des orangistes, comme vous dites, le langage des colons anglais de Belfast commence dangereusement à s'imposer. Rajustez votre tir, M. Milot, pendant qu'il en est encore temps. Vous vous trompez de cible.

Agriculture et médias

## Le silence des vendeurs d'illusion

Les producteurs agricoles du Québec ont dit et diront non au néolibéralisme

LAURENT PELLERIN

Président général  
Union des producteurs agricoles

**D**epuis quelques semaines, plusieurs journaux font leurs gorges chaudes avec le monde agricole. La mise en marché collective y est dépeinte comme «s'inspirant de l'ex-Union soviétique» tout en étant identifiée à du vol institutionnalisé où les «consommateurs se font arnaquer» par des producteurs agricoles sans scrupules. L'UPA «et ses suppôts» y sont dépeints comme des organisations de «propagande» imposant leur volonté à l'État.

Cependant, si du *Globe and Mail* au *Soleil*, en passant par le journal *Les Affaires*, les éditorialistes se font l'écho des Jean-Luc Migulé de tout acabit et partent en guerre contre ce qu'ils qualifient de «l'un des pires vestiges de l'intervention de l'État dans l'économie», ils prennent garde d'occulter tout ce qui pourrait porter préjudice à leur croisade. En faisant les sourds, mais surtout en restant muets lorsque la face cachée du Marché tout-puissant daigne soulever un coin du voile et en omettant les faits troublants, leurs propos souffrent d'une absence d'éthique pourtant nécessaire à toute analyse lucide de la réalité.

Comment expliquer le silence de ces grands penseurs devant les résultats d'une enquête du ministère américain du Travail sur les conditions de travail des 300 travailleurs de Decoster Eggs Farm (Maine), le plus important producteur d'œufs bruns aux États-Unis?

Comment expliquer leur silence devant ce que le secrétaire Robert Reich lui-même a qualifié d'*agricultural sweatshop* pour décrire des conditions de travail s'apparentant à celles qui prévalaient dans les plus infectes manufactures anglaises au début du XIX<sup>e</sup> siècle?

Comment expliquer leur silence devant le sort réservé à ces travailleurs, la plupart immigrés et sans statut légal, obligés de travailler au moins dix heures par jour, alors qu'ils ne sont payés que pour trois (et au taux du salaire minimum, environ 4,25 \$ US de l'heure), vivant dans des «conditions inhumaines», entassés de 12 à 17 personnes dans des roulottes de 10 sur 60, cadencés, sans eau courante ni potable, ni système d'égout?

## Le lait, franchement trop cher?

Comment expliquer leur silence devant une situation qualifiée par le secrétaire lui-même d'«indigne de la manière avec laquelle une société civile doit se comporter envers d'autres êtres humains»? Finalement, comment expliquer leur silence devant les 14 millions US obtenus depuis 1991 par Decoster Eggs Farm à titre de subventions aux exportations?

S'agissant du prix du lait, leur silence prend une forme plus insidieuse. Ils font comme si la réalité correspondait à leur théorie. C'est ainsi qu'ils n'hésitent aucunement à laisser entendre que l'abolition de la gestion de l'offre se traduirait par des économies de plus de 25 % pour les consommateurs de lait. «Franchement trop cher», selon Jean-Paul Gagné de *Les Affaires*? Trop cher pour qui? Certainement pas les consommateurs.

Une simple vérification d'usage confirmera que les consommateurs américains et néo-zélandais paient leur litre de lait aussi, sinon plus cher que les Québécois, et ce, malgré qu'ils soient (Dieu les en bénisse!) à l'abri des affres de la gestion de l'offre. Mais qui diable peut bien les «arnaquer», si ce ne sont pas les producteurs? Je vous laisse deviner.

Tous ces silences donnent raison aux producteurs agricoles du Québec qui hier ont dit, aujourd'hui disent et demain diront non au néolibéralisme. Tant et aussi longtemps qu'il nous faudra concurrencer les Decoster de la terre, nous nous battons pour que les tarifs aux frontières fassent en sorte que jamais nous n'ayons à nier les droits humains les plus élémentaires pour rester en affaires. Et tant et aussi longtemps que notre bilan avec les consommateurs sera aussi équilibré, je demeure convaincu que nous pourrions compter sur leur solidarité face aux vendeurs d'illusion. Toutefois, dans les deux cas, il importe que le citoyen-consommateur sache, car dans l'obscurité on devient vulnérable aux promesses les plus farfelues.

Vu sous cet angle, le silence de nos détracteurs néolibéraux prend tout son sens. Pour la cause, il y a des choses qu'il vaut mieux garder secrètes, taire ou trafiquer. Je puis vous assurer que c'est bien l'intention de l'UPA de crier haut et fort ce que d'autres ne cherchent qu'à cacher. Ce faisant, de partielle et surtout partielle, la vérité devient réelle et utile.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

**LA RÉDACTION** Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Brian Myles, Isabelle Paré, Louis Lapiere (adjoint au directeur de l'information); Jean-Pierre Legault (responsable des pages thématiques), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable de la section Tourisme); Martin Ducloux et Christine Dumazet (recteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (responsable), Stéphane Baillargeon, Pierre Cayouette, Mario Cloutier, Paule des Rivières, Louise Leduc, Benoît Mungier, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Labonté (responsable), Robert Dufresne, Claude Lévesque, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Sylviane Trémier (responsable), François Brousseau (éditorialiste), Jocelyn Coulon, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Ottawa), Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Isabelle Hachey, Marie-Claude Petit (commis). La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). **LA PUBLI-CITÉ ET LE MARKETING** Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslaine Côté, Marlène Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Guylaine Ouellet, Micheline Ruellan (publicitaires); Sylvie Laporte, Nathalie Lemieux, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Francine Ouellet (secrétaire). **LA PRODUCTION** Jocelyn Arsenault (directeur des approximations, distribution et production), Marie-Françoise Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Christian Vén, Olivier Zuida. **SERVICE À LA CLIENTÈLE** Johanne Brien (responsable), Evyline Labonté (responsable) à la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. **L'ADMINISTRATION** Yves Bouthiette (contrôleur), Dany Dupéaie (adjointe à l'administration et responsable des ressources humaines), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. **LE CONSEIL DU DEVOIR INC.** Yves L. Dubaine (président). **LA FONDATION DU DEVOIR** Marcel Couture (président), Roger Boissvert (vice-président exécutif et directeur général).

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

Le Grand Prix des Amériques à *Different for Girls*

Rupert Graves et Laura Dern raflent les prix d'interprétation

ODILE TREMBLAY  
LE DEVOIR

Coup de théâtre hier soir lors du dévoilement du palmarès du FFM. Le jury présidé par Jeanne Moreau, délaissant un des favoris du festival, le superbe *Hamsun* de Jan Troëll, accordait le Grand Prix des Amériques à *Different for Girls* du Britannique Richard Spence, film qui avait tant séduit et amusé le public, ce qui lui valut aussi le prix du public Air Canada.

Grand Prix spécial du jury à *Un air de famille*, croustillante comédie de Cédric Klapisch et satire familiale tirée de la pièce d'Agnès Jaoui et Jean-Pierre Bacri qui avait tant séduit et amusé le public, ce qui lui valut aussi le prix du public Air Canada.

Ce Grand Prix spécial du jury fut attribué ex-æquo à *L'homme qui dort* de Kohei Oguri, film quasi immobile, très épuré, très abstrait, lent et exigeant qui sortait le cinéma des ornières du film d'action.

Le prix de la mise en scène fut attribué pour sa part et de façon très surprenante à *L'Élève* d'Olivier Schatzky, une adaptation d'un roman d'Henri James, qui était apparue à plusieurs reprises et alambiquée.

Rupert Graves récoltait le meilleur acteur pour son rôle dans *Intimate Relations* du Britannique Philip Goodhew, film assez glauque qui n'avait pas non plus laissé de souvenir impérissable, tant du côté de

Graves que de la construction de l'histoire. L'acteur a pourtant laissé sur le carreau Max von Sydow, si puissant dans *Hamsun*. La comédie désopilante *Citizen Ruth*, premier long métrage de l'Américain Alexander Payne qui ne craignait pas d'aborder la question chaude de l'avortement, sans faire de morale et en renvoyant dos à dos pro-vie et pro-choix, a valu à son interprète Laura Dern (qui avait déjà reçu le même prix pour sa performance dans *Rambling Rose*) la palme (méritée) de la meilleure actrice.

Quant au prix du meilleur scénario, il a couronné le film espagnol à la facture hitchcockienne *Adosados* de Mario Camus, qui enroulait son action autour des conséquences tragiques d'un innocent mensonge.

La meilleure contribution artistique est allée à l'intéressant film coréen *Adieu mon chéri* de Chul-Soo Park, fine chronique aux allures de documentaire, «pour l'originalité employée afin de nous faire découvrir une communauté à travers ses rituels funéraires».

Le premier prix du court métrage couronnait l'amusante animation (produite par l'ONF) *Dîner intime* de Janet Perlman, alors que le deuxième prix était attribué à un film mexicain joyeusement cynique *De Jazmin in Flor* de Daniel Gruener. Maigre consolation quand il fut totalement boudé par le jury: *Hamsun* de Jan Troëll récoltait le prix ocuménique «parce qu'il invite à de sérieuses ré-

flexions sur la responsabilité individuelle et politique», avec mention spéciale de ce jury à *Gentle into the night* de l'Italien Antonio Baiocco qui met en scène un bon Samaritain sur le chemin d'une vieille dame.

Quant au jury de la FIPRESCI (Fédération internationale de la presse cinématographique), il a accordé ses faveurs dans la compétition officielle à *Adosados* de Mario Camus «pour sa représentation de la destruction graduelle d'une relation conjugale par le mensonge dans un contexte social». Section cinéma de demain: nouvelles tendances la FIPRESCI couronnerait *Okaeri* du Japonais Makoto Shinozaki «pour sa façon esthétique et sensible de décrire la prise de conscience d'un couple contemporain».

*Okaeri* a obtenu également le Prix de Montréal, alors que ce jury accordait une mention spéciale à la fable médiévale *Nekrologi* de l'Albanais Fatmir Koci.

C'est *Lilies* de John Greyson, adapté des *Feluettes* de Michel Marc Bouchard qui raflait le prix Fedex du meilleur film canadien ainsi que le prix Téléfilm Canada (avec la bourse de 25 000 \$). *Pudding Chômeur* de Gilles Carle n'a rien récolté du tout.

Le FFM se clôturait hier soir sur le film des frères Paolo et Vittorio Taviani: *Les Affinités électives* d'après Goethe, beau choix de clôture d'ailleurs. Sans être l'œuvre la plus percutante du duo, celle-ci constitue une superbe, sen-

sible et épurée exploration d'époque, une œuvre d'un romantisme qui n'appartient qu'à Goethe, où on meurt d'amour et que le duo Taviani a su rendre avec finesse et sans clichés, sur une distribution pourtant idéale.

*Les Affinités électives* met en scène au tournant du XIXe siècle dans la Toscane un couple heureux (Isabelle Huppert et Jean-Hugues Anglade) qui s'effiloche quand mari et femme tombent amoureux de leurs visiteurs, lui de Ottilie (Marie Gillain), la filleule de sa femme, elle d'Otton (Fabrizio Bentivoglio), le meilleur ami de son époux. Film sur l'amour qui fait vivre et mourir, sur l'amitié aussi, à travers des images superbes mais qui n'ont pas courtisé les survolés de nature grandiose. Au contraire *Les Affinités électives* s'est concentré sur les personnages, leurs aspirations, leurs déchirements. Si Jean-Hugues Anglade n'est pas très convaincant dans la peau de l'homme inconscient et infantile en semblant absent du registre de la passion à travers une performance assez froide, et si Fabrizio Bentivoglio se révèle plutôt terne, Isabelle Huppert paraît plus fine et Marie Gillain se dévoile toute en nuances et en sentiments à moitié exprimés. Mais plus qu'un film d'acteurs, celui-ci est un film de climat, d'atmosphère, de beauté aussi, quelque chose de romantique et de tendre qui berce en subtilités, une œuvre de qualité sans fausse note de direction qui dramatise l'univers de Goethe et laisse la nostalgie des sentiments qui occupaient en d'autres temps tout l'espace d'une vie.

## Méthode

Ce sondage sur la langue d'affichage commerciale au Québec a été réalisé pour le quotidien *Le Devoir* dans le cadre de l'Omnibus SONDAGEM d'août 1996. Pour cette étude, 1003 entrevues téléphoniques ont été réalisées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec. L'échantillon probabiliste stratifié non-proportionnel comprenait trois strates (région métropolitaine de Montréal, région métropolitaine de Québec et province). Il a été tiré aléatoirement par ordinateur des listes de numéros de téléphone résidentiels par la méthode du hasard systématique. A partir de 1749 numéros de téléphone valides, 1003 entrevues ont été effectuées, permettant d'obtenir un taux de réponse de 57,3 %. Aucune substitution de ménages ou de personnes n'était autorisée dans ce sondage. Toutes les entrevues ont été réalisées en central téléphonique à partir de Montréal du 23 août au 1<sup>er</sup> septembre. En retenant un seuil de confiance de 95 %, on estime la marge d'erreur maximale d'un tel sondage à ±3,2 % dans 19 cas sur 20.

marquable que M. Galganov était inconnu du grand public, il y a quelques mois seulement. D'ailleurs, du sondage que sa firme a conduit en mai dernier, il ressortait que les gens étaient bien davantage préoccupés par la langue d'enseignement que par la langue d'affichage. D'autres données de ce sondage témoignent de l'angoisse linguistique grandissante qui habite les Québécois, exprimant leur plus vive inquiétude lorsque confrontés aux effets possibles de la présence accrue de l'anglais dans l'affichage commercial: inciter les immigrants à adopter l'anglais comme langue d'usage, 60,9 %; faire perdre le caractère français du Québec, 62,1 %; diminuer l'utilisation du français au travail, 54,6 %; menacer le statut du français comme langue officielle du Québec, 55,6%.

Au cours des dernières semaines, le premier ministre Lucien Bouchard, la ministre

## AFFICHAGE

responsable de la Charte de la langue française, Louise Beaudoin et la présidente du Conseil de la langue française, Nadia Assi-mopoulos, ont tour à tour fait savoir que le gouvernement se réservait le droit d'intervenir s'il concluait à une brisure de l'équilibre linguistique qui a prévalu depuis l'adoption en 1993 de la loi 86. Or, le sondage visait précisément à vérifier si, le cas échéant, les Québécois accepteraient une radicalisation des politiques linguistiques. «Dans la mesure où l'utilisation du français et de l'anglais à Montréal serait modifiée en faveur de l'anglais», 79,7 % seraient «très favorables ou plutôt favorables» à ce que le gouvernement Bouchard intervienne pour renforcer les lois protégeant le français. Les Québécois sont même enclins à administrer la médecine de Galganov au Canada anglais, en réclamant la réciprocité en faveur des francophones hors Québec. 85 % souhaitent

qu'une coalition d'organismes francophones exige des grandes chaînes de magasins qu'elles affichent également en français partout au Canada, là où le nombre de francophones le justifie.

Dernièrement, des voix écoutées se sont élevées pour dénoncer la prolifération de raisons sociales en anglais. Le sondage laisse croire que cette dimension du problème linguistique préoccupe bien moins les Québécois que l'affichage. 55,3 % sont d'avis que ce phénomène ne menace pas le visage français du Québec, alors que 57,1 % ne jugent pas utile que le gouvernement exige que ces raisons sociales soient dorénavant en français.

Cette enquête d'opinion aura également servi à sonder les intentions de vote des Québécois. Si des élections avaient eu lieu à la fin du mois d'août sur la scène provinciale, 46,1 % auraient voté pour le Parti québécois, 26,7 % pour le Parti libéral et 3,7 % en faveur de l'Action démocratique.

Sur la scène fédérale, 39,3 % auraient préféré le Bloc québécois, 20,1 % auraient appuyé les candidats du Parti libéral du Canada et 14,7 % auraient opté pour les conservateurs de Jean Charest.

## CSN

SUITE DE LA PAGE 1

l'affichage commercial — adoptée en 1993, fermant définitivement la parenthèse Ryan et remettant la Charte dans l'état où elle se trouvait avant cette intervention».

Faisant allusion à cette clause de la loi qui dicte la prépondérance du français dans l'affichage selon un rapport de deux tiers pour un tiers, la CSN affirme: «Il y a quelque chose de ridicule quand c'est armé d'un ruban à mesurer que les inspecteurs doivent faire leur travail. Cela dévalorise à la fois la cause défendue, en même temps que ceux qui la défendent.»

Les auteurs du mémoire admettent toutefois que de remettre la Charte dans l'état où elle se trouvait avant la création de la loi 86 ne garantirait en rien la recrudescence du fait français. La Cour suprême avait statué sur la question en 1988, estimant qu'il était contraire à la liberté d'expression d'interdire une langue dans l'affichage public.

«Le retour aux dispositions de la Charte signifierait qu'il n'existerait plus aucune contrainte en matière d'affichage», admet-on dans la réflexion. À la lumière des récents événements — «des extrémistes anglophones qui prônent le bilinguisme et le libre choix de la langue au Québec» — la CSN craint que cette proposition n'entraîne la suprématie de l'anglais mais malgré ses appréhensions, elle préfère subir les conséquences dues à l'absence de législation plutôt que d'être témoin des effets de la loi 86. «Si la situation continue de se développer de telle façon que la place du français dans l'affichage continuera d'être réduite, nous préférons quant à nous que cela soit le fait d'une absence de dispositions législatives due à une décision de la Cour suprême plutôt que le fait de l'utilisation d'une disposition contenue dans une loi adoptée par l'Assemblée nationale.»

Quant à la Commission de la protection de la langue française, à laquelle le Parti libéral a mis fin en 1993, la CSN propose de surseoir à sa remise en place, ne voyant pas la nécessité d'une telle résurrection. «Les hauts cris jetés au sujet de la "police de la langue" relèvent de la démagogie. Il n'y a pas de loi moins légale que les autres. [...] Pour être suivie et respectée, une loi ou un règlementation doit s'accompagner de mécanismes qui voient à son application. Sans plus.» Le projet de loi 40 sera peut-être adopté en novembre prochain lors de la tenue du congrès du Parti québécois.

En juin dernier, le président de la CSN, Gérald Larose, avait formulé quelques réserves à l'endroit de la Commission de protection. «Il ne faut pas jouer inutilement avec les irritants, avait-il dit. Ce n'est pas nécessairement de ça que nous avons besoin mais plutôt d'un message clair qui dit qu'il n'y a pas d'avenir en dehors d'une place toujours plus grande pour le français au Québec.»

Dans son mémoire, dont *Le Devoir* a obtenu copie, la CSN insiste également sur le français langue de travail, jugeant que la réapparition de la «police de la langue» a mis en veilleuse l'importance du français comme langue de travail. «Cela nous attriste de penser qu'on s'apprette à dégager des ressources importantes [...] pour des activités d'inspection visant à faire respecter des dispositions législatives fondées sur la bilinguisation du Québec alors que des milliers de francophones rencontrent quotidiennement des difficultés à travailler dans leur langue.»

La CSN demande au gouvernement qu'il statue clairement quant à la position du français comme seule langue officielle du Québec. Suggérant une refonte de la Charte, elle souhaite qu'on abroge «toute disposition établissant le bilinguisme de fait».

L'ensemble de ces recommandations est toutefois accompagné d'un avertissement teinté de souveraineté. «La question du respect du français comme langue officielle et de son usage répandu comme langue commune ne pourront être résolues que dans la mesure où le Québec sera un pays souverain.»

La Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) fera également entendre son point de vue en commission parlementaire. Elle demande au gouvernement québécois «d'accorder la priorité au français comme langue de travail et langue d'enseignement» et recommande également de faire en sorte que les dispositions de la loi 86 soient respectées.

Dans son mémoire, la CEQ estime que la loi 86 a considérablement atténué la loi 101 en ce qui a trait à la langue d'enseignement. «Il suffit maintenant, pour contourner l'intention première de la loi 101, d'inscrire l'un de ses enfants à l'école anglaise dans une autre province pour que tous les autres enfants de la même famille acquièrent le droit de recevoir leur enseignement en anglais à l'école publique du Québec.»

## BOURQUE

«C'est déjà prévu dans le budget»

SUITE DE LA PAGE 1

mont Royal, la Place-des-Arts ainsi que le clocher Saint-Jacques de l'UQAM.

Cet ambitieux projet est décrit dans un document de travail de la Ville de Montréal, intitulé *Opération lumière* du Vieux-Montréal, sur lequel *Le Devoir* et Télévision Quatre Saisons ont mis la main. Outre le plan lumière, on y retrouve un schéma d'aménagement d'éclairage de la ville qui correspond à des orientations à long terme (pouvant s'étendre sur les vingt prochaines années).

Le document, préparé par le Groupe Cardinal Hardy, a fait l'objet mercredi dernier d'une présentation devant les membres de la Table de concertation du Vieux-Montréal qui regroupe entre autres les commerçants du secteur. Aucun échancier n'est identifié pour l'instant hormis le projet-pilote d'illumination de la rue Saint-Paul qui devrait être inauguré le 2 octobre prochain. D'ailleurs une deuxième rencontre avec la Table de concertation du Vieux-Montréal est prévue ce soir alors que les commerçants feront connaître leur réaction.

«C'est une stratégie d'intervention, ça ne doit pas être associé à une folie de grandeur», tranche Pierre Goyer,

responsable politique du dossier du Vieux-Montréal au sein de l'exécutif municipal.

Joint au téléphone hier, M. Goyer précise également que l'éclairage qui sera privilégié s'apparente à ce qui se fait à Québec pour le Château Frontenac, soit des faisceaux lumineux dirigés sur les édifices, rehaussant ainsi la valeur patrimoniale de ceux-ci. Il ne pourra y avoir de comparaison, souligne-t-il, avec l'illumination en décembre dernier de l'hôtel de ville.

Selon M. Goyer, l'éclairage massif du Vieux-Montréal vise en premier lieu à rendre le secteur plus sécurisant. «La sécurité va d'ailleurs orienter nos premières interventions», dit M. Goyer se référant ainsi au projet-pilote. La rue Saint-Paul devrait devenir, selon son souhait une attraction et un parcours lumineux.

De plus, le plan lumière devrait permettre la mise en valeur du patrimoine architectural bien que parmi les édifices mentionnés dans le document figurent le Palais de justice ainsi que la tour du 500, place D'Armes, deux bâtiments décriés. Les rédacteurs du document de travail parlent même de «révéler la sensibilité de l'aménagement et la dramaturgie de l'architecture».

Un autre objectif du projet consiste à rendre accessible et attrayant le Vieux-Montréal au cours de la saison hivernale. En effet, les 5,5 millions de touristes qui visitent annuellement le Vieux-Montréal le font uniquement entre les mois d'avril et d'octobre. «On va créer de l'animation pour l'hiver. On va ouvrir le Vieux-Montréal», dit M. Goyer.

Le document de travail reste muet quant aux coûts de l'opération. Pierre Goyer se montre toutefois rassurant. «C'est déjà prévu dans le budget. C'est essentiellement une orientation. Ce n'est pas pour amener des déboursés supplémentaires. On cherche plutôt, dans la mesure du possible, à insérer le projet dans les possibilités financières actuelles.»

L'entente financière entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications prévoit déjà un budget d'environ un million de dollars pour le financement entre autres d'études permettant l'élaboration du plan lumière.

Le Groupe Cardinal Hardy conclut en affirmant que le plan lumière est une occasion unique de donner «un nouveau souffle au Vieux-Montréal» en révélant son «identité propre».

## FFM «C'était mon vieux rêve»

SUITE DE LA PAGE 1

Pollack (*Les Derniers Jours du Condor*), tout en restant toujours fidèle à sa Suède qu'il n'a pour ainsi dire jamais vraiment quittée. Max von Sydow aime son pays. Ses racines sont scandinaves, et s'il affirme ne pas trop connaître le cinéma suédois ces dernières années, il sait que l'aventure du septième art en son pays fut aussi beaucoup la sienne.

A 67 ans, Max von Sydow déclare aujourd'hui qu'il n'a pas le temps de s'ennuyer de Bergman, parce qu'il le retrouve partout. Le comédien a joué dernièrement dans une télé-série mise en scène par Liv Ullmann, écrite par Bergman d'après un épisode des mémoires. Bergman ne tourne plus de films, mais prépare une pièce. «Il est toujours là.»

Carl Adolf von Sydow, dit Max, n'a pas oublié non plus ses racines théâtrales. Il s'y réfère tout le temps dans son bel anglais à l'accent britannique qu'il perséme parfois de français. Le cinéma fut son deuxième choix, carrière qui l'a pourtant happé de plus en plus.

*Hamsun* n'est pas un rôle comme les autres à ses yeux. C'est une aventure qu'il a partagée avec Jan Troëll et qui aura duré près de 20 ans. Von Sydow est très lié à Troëll. Il a joué dans six de ses films dont *Les Immi-*

*grants* et *Le Nouveau Monde*. Dès l'instant où Thorkild Hansen a publié sa biographie d'*Hamsun* en 1976, Troëll et von Sydow voulaient l'adapter, d'abord en série télé. Mais le sujet avorta sur les accueils de la controverse. La Norvège avait très mal accueilli le livre qui non seulement ouvrait un épisode douloureux de son histoire et rappelait le rôle de collaborateur qu'avait joué Hamsun (pour des raisons patriotiques), mais égrainait le pays qui avait mal traité l'écrivain l'Internat, lui fit un procès, etc. Dès le départ, il était évident que Max von Sydow serait Hamsun. «C'était mon vieux rêve de rendre ce caractère froid et génial avec ses complexités profondes», explique-t-il. Quand le projet télé s'est transformé en projet de film, Troëll chercha à obtenir la collaboration du scénariste Per Olov Enquist qui avait déjà adapté la vie de Strindberg. Il mit plusieurs années à se rendre disponible. Entre-temps, la poussière était retombée sur le tollé entourant la biographie. Ainsi *Hamsun* put voir le jour. En Norvège, il recueillit cette année un énorme succès de salle, inattendu d'ailleurs pour un film qui fait près de trois heures. L'acteur espère qu'il sera bientôt distribué en Amérique.

Max von Sydow s'était enfin colleté à un géant de sa stature. Il s'est plongé dans les biographies, dans l'œuvre d'*Hamsun*, le génial auteur de *La Faim*, nobéli-

sé, gloire de la Norvège dont le nom fut plus tard entaché de honte. «Si vous campez un personnage ayant vraiment existé, vous devez partir à zéro, explique-t-il. Vous devez l'observer aussi. Des documentaires, des reportages, des photos le ressuscitent. Le danger, c'est de vouloir reproduire trop servilement son modèle. Il se tenait droit comme un I. Hamsun. Jamais, je n'ai pu recréer sa posture physique. Finalement j'ai inventé mon propre Hamsun, en n'oubliant jamais de lui donner le rythme, les mouvements d'un vieil homme.»

Il s'est laissé imprégner par l'intelligence, l'égoïsme, la vanité, la rigidité de son héros, par sa grandeur et sa vitalité aussi. «Jamais, même au milieu des pires épreuves, il ne perdait sa dignité. N'oublions pas que né en 1859, il était un homme d'une autre époque, détestant l'Angleterre qui avait fait tant de mal dans les colonies et croyant vraiment servir la Norvège à travers le rêve de l'Allemagne. Il était à moitié sourd, n'entendait pas les sons de cloches qui révélaient les ignominies d'Hitler. Hamsun était à la fois naïf et aveuglé par le sentiment de son importance. Manipulé par sa femme que l'Allemagne utilisait comme une marionnette, la manipulant à son tour. Son destin montre les pièges de la célébrité chez un homme que chaque camp veut récupérer à ses fins. Il devrait faire réfléchir les artistes...»

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS  
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00  
2050, RUE DE BLEURY, 9<sup>E</sup> ÉTAGE, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 3M9  
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ  
AVIS PUBLICS (514) 985-3344  
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344  
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390  
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS  
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.  
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30  
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559